

Livret intergénérationnel sur la transition démocratique

Les voix de la liberté : un
recueil de témoignages de
personnes ayant vécu des
transitions démocratiques



Funded by
the European Union

Project Number: 101196470

Projet

Ties of Freedom – L'échange
intergénérationnel comme stratégie de
promotion des valeurs démocratiques

Financement

Union européenne – Programme CERV

Partenaires

EaSI - coordinateur

Afeji

Baketik

Aproximar

Transcena

Gal Meridaunia

Auteurs

Daria-Alexandra Badescu	Coline Fertin
Sebastian Vasilescu	Samia Feddag
Béatrice Iordache	Quentin Gamon
Mihaela Sasarman	Maiden Maraña
Georgia Chaves	Angela Maria Loporchio
Joana Portugal	Ainhoa Azkarate

Date de publication

Avril 2026



Funded by
the European Union

Numéro de projet : 101196470

Nous tenons à remercier chaleureusement les quatre-vingt-quatre personnes qui ont généreusement partagé leurs histoires personnelles lors des sept séances de récits du projet « Ties of Freedom ». Bien que ce livret ne puisse présenter qu'une sélection de ces témoignages, nous exprimons notre sincère gratitude à chaque participant, car vos voix collectives ont constitué le fondement essentiel de cette ressource pédagogique.

Nous vous sommes profondément reconnaissants de votre courage à évoquer des souvenirs souvent douloureux et profondément personnels – dont beaucoup ont été partagés ici pour la première fois – afin de garantir la transmission des valeurs de liberté, de justice et de droits humains à la génération future. En rompant des années de silence et en vous engageant dans ce dialogue intergénérationnel, vous avez offert aux jeunes générations un aperçu inestimable du passé et une compréhension claire des raisons pour lesquelles la démocratie a été instaurée et pourquoi il est impératif de la défendre activement.



SOMMAIRE

Liste des abréviations.....	6
Introduction : Ties of Freedom: Description et objectifs du projet.....	7
Livret intergénérationnel.....	8
• Recueil de témoignages.....	9
• Comment l'utiliser.....	10
Processus de transition.....	11
• France.....	13
• Italie.....	16
• Portugal.....	18
• Roumanie.....	21
• Espagne.....	23
Témoignages.....	26
• France.....	27
• Italie.....	36
• Portugal.....	42
• Roumanie.....	49
• Espagne.....	52
Conclusion.....	59
Bibliographie.....	62

Liste des abréviations

GPRF : Gouvernement provisoire de la République française

SFIO : Section française de l'Internationale des travailleurs

MRP : Mouvement républicain populaire

PIDE : Parti communiste français

DGS : Direction générale de la sécurité

MFA : Mouvements des forces armées

PREC : Processus révolutionnaire en cours

FSN : Front national de salut

ETA : Pays basque et liberté

PSOE : Parti socialiste ouvrier espagnol

PCE : Parti communiste d'Espagne



Funded by
the European Union

Numéro de projet : 101196470

INTRODUCTION

Ties of Freedom : Description et objectifs du projet

Ce livret intergénérationnel a été réalisé dans le cadre du projet « Ties of Freedom », financé par l'Union européenne. Ce projet s'inscrit en réponse aux récents développements du contexte politique international, qui montrent que la démocratie est soumise à des pressions croissantes dans de nombreuses régions du monde.

Les défis provenant à la fois de l'extérieur de l'Union européenne et de ses États membres démontrent que l'UE n'est pas à l'abri des tendances qui fragilisent les systèmes démocratiques. Dans ce contexte, le projet « Ties of Freedom » s'appuie sur la mémoire collective et individuelle afin de sensibiliser à la nécessité d'un engagement continu en faveur de la protection des valeurs fondamentales de l'UE. À cette fin, le projet adopte une approche explicitement intergénérationnelle, favorisant le dialogue entre les générations.

Le contenu de ce livret repose sur les témoignages de personnes ayant vécu de près les transitions démocratiques et ayant participé volontairement à des séances de partage de récits. En partageant leurs expériences personnelles, ces participant.e.s ont aidé les jeunes générations à mieux comprendre ce qu'était la vie avant l'instauration des systèmes démocratiques. Leurs témoignages offrent un éclairage précieux sur les réalités sociales, politiques et personnelles des régimes autoritaires et totalitaires.

Le projet « Ties of Freedom » s'intéresse aux processus de transition d'un régime autoritaire vers la démocratie, en mettant en avant des enseignements qui restent d'actualité. En préservant et en diffusant ces récits, le projet vise à encourager la réflexion sur la manière dont la démocratie a été instaurée et sur la nécessité de la défendre activement. Ce livret contribue ainsi à sensibiliser le public aux valeurs européennes fondamentales telles que la démocratie, l'État de droit et les droits fondamentaux.

A travers une approche collaborative et intergénérationnelle, ce projet promeut la mémoire européenne comme une responsabilité vivante et partagée, en rassemblant les voix de différentes générations pour défendre et protéger les fondements démocratiques de notre avenir.

LE LIVRET INTERGÉNÉRATIONNEL



Funded by
the European Union

Numéro de projet : 101196470

Recueil de témoignages

Ce livret intergénérationnel n'aurait pas vu le jour sans la participation des personnes qui ont accepté de partager leurs histoires lors des séances de récits. Bien que ce livret ne contienne que certains de leurs témoignages, tous les participant.e.s ont contribué à la création de cette ressource pédagogique.

Au total, 84 personnes ont participé aux sept séances de récits organisées dans le cadre du projet, dont 70 % de femmes. Au moment de partager leurs témoignages, tous les participant.e.s résidaient dans l'un des pays partenaires du projet, bien que certains étaient originaires d'autres pays. Cette diversité a permis d'apporter un éclairage précieux sur les processus de transition et les expériences de vie liées aux régimes autoritaires, au-delà de ceux des pays européens participants, en associant ces perspectives aux témoignages relatifs aux parcours migratoires.

Certains témoignages présentés dans ce document font référence à des moments particulièrement difficiles vécus par les participante.s. C'est pourquoi les séances ont été conçues pour créer un climat de confiance et de respect. Au fil des échanges, les participant.e.s ont progressivement partagé leurs expériences, permettant ainsi aux échanges de se dérouler de manière naturelle et spontanée. Ces moments ont souvent été très émouvants, tant pour les participant.e.s que pour les animateurs, et une attention particulière a été portée tout au long des séances afin de maintenir un environnement sûr et bienveillant. Lorsque les discussions devenaient émotionnellement intenses, des pauses étaient prévues pour permettre aux participants de se retirer s'ils en ressentaient le besoin.

Les ateliers ont servi non seulement d'espaces de mémoire, mais aussi d'espaces de reconnaissance. Dans certains contextes, le silence qui s'est installé dans la société pendant et après des périodes de violence à motivation politique continue de façonner la manière dont les individus et les communautés se rapportent à leur passé. Dans ce contexte, certains participant.e.s ont éprouvé des difficultés à structurer ou à formuler leurs témoignages, n'ayant jamais auparavant partagé leurs expériences avec un public. Les activités ont donc suscité une diversité de réactions



Certains participants ont clairement exprimé leur volonté de partager leurs expériences, motivés par le désir de transmettre un message aux jeunes générations. D'autres ont éprouvé un certain malaise à l'idée de revivre certains souvenirs, choisissant parfois de ne partager leurs expériences qu'au sein de petits groupes ou préférant participer principalement en tant qu'auditeurs.

C'est pourquoi nous tenons à saluer les efforts de tous ceux qui ont participé et à leur exprimer notre sincère gratitude.

Comment l'utiliser

Ce livret s'adresse principalement aux élèves du secondaire, ainsi qu'aux enseignants et à toute personne intéressée par la thématique des transitions démocratiques. Il peut servir de support d'introduction pour explorer des expériences historiques de transition démocratique et encourager la réflexion sur les valeurs qui soutiennent les sociétés démocratiques. Les témoignages rassemblés dans cette publication permettent d'aborder des thèmes tels que l'empathie, la reconnaissance, la mémoire et la défense des droits humains, et alimentent les discussions sur la manière dont les valeurs démocratiques sont vécues et transmises de génération en génération.

Ce livret peut également servir de ressource complémentaire aux sessions proposées dans le Kit d'outils « Dialogues démocratiques » développé dans le cadre du projet « Ties of Freedom ». Les témoignages individuels peuvent servir de support aux différentes activités proposées dans ces modules, contribuant ainsi à ancrer les discussions dans des expériences vécues. Bien que certains témoignages puissent convenir à un jeune public, il est recommandé aux enseignants de sélectionner avec soin les extraits utilisés, car certains récits abordent des expériences difficiles qui peuvent nécessiter une contextualisation lorsqu'on travaille avec des enfants.



PROCESSUS DE TRANSITION



Funded by
the European Union

Numéro de projet : 101196470

Processus de transition

Un **processus de transition** désigne l'ensemble des transformations politiques, sociales et institutionnelles par lesquelles une société passe d'un régime autoritaire ou dictatorial à un système démocratique. Ces processus sont rarement immédiats ou linéaires ; ils se déploient dans le temps et sont façonnés par des tensions, des négociations, des conflits et des continuités avec le régime précédent. Une transition implique non seulement des changements dans les structures politiques, mais aussi une **redéfinition des droits, des libertés et des formes de participation politique**.

Ces processus impliquent un **large éventail d'acteurs**, notamment les mouvements sociaux, les syndicats, les partis politiques, les élites économiques et les institutions étatiques, et sont également influencés par le contexte international. **La pression sociale et les revendications populaires** jouent souvent un rôle déterminant dans l'impulsion du changement politique, même si la nature de la transition (rupture ou continuité avec l'ancien régime) varie d'un pays à l'autre. Dans certains cas, les transitions surviennent brutalement suite à l'effondrement du système autoritaire, tandis que dans d'autres, elles sont le fruit de réformes progressives et négociées.

Les transitions soulèvent également des **défis fondamentaux**, notamment en ce qui concerne la manière dont les sociétés gèrent l'héritage de la répression, la persistance ou la suppression des structures autoritaires et la reconnaissance des victimes. C'est pourquoi les processus présentés dans les pages qui suivent illustrent **l'absence de modèle unique** de transition. Chaque cas reflète en effet des circonstances historiques, des dynamiques sociales et des rapports de force politiques spécifiques.



France

Pour comprendre la transition démocratique en France, il est nécessaire de revenir au contexte de la Seconde Guerre mondiale et à **l'effondrement du régime de Vichy**. Dès 1943, le régime commença à s'affaiblir à mesure que la Résistance intérieure prenait de l'ampleur, coordonnée par le **Conseil national de la Résistance**. L'avancée des forces alliées après le débarquement de Normandie à l'été 1944 accéléra l'effondrement de "l'État français". La libération de Paris en août 1944 symbolisa la fin effective du régime de Vichy en France métropolitaine.

Dans ce contexte, **Charles de Gaulle**, chef de la France libre, devint une figure centrale de la **restauration des institutions républicaines**. Il prit la tête du Gouvernement provisoire de la République française (GPRF), installé à Paris en août 1944. Ce fut le début de la transition démocratique, au cours de laquelle la France a dû rétablir la légalité républicaine, assumer les responsabilités du passé et reconstruire des institutions démocratiques stables. Cette **transition** se déroula principalement **entre 1944 et 1946** et aboutit à l'instauration de la IV^e République.

L'un des premiers défis de cette transition fut le rétablissement des principes juridiques et politiques de la République. **L'ordonnance du 9 août 1944** joua un rôle déterminant dans ce processus. Elle déclara inconstitutionnels les actes adoptés par le régime de Vichy et réaffirma les principes fondamentaux de la République française. Par cette décision, le Gouvernement provisoire **rompit définitivement avec le passé autoritaire** et jeta les bases du retour à la démocratie. Parallèlement, la France a dû faire face à la question du traitement des personnes ayant collaboré avec l'occupant nazi.

Un **processus d'épuration** fut instauré afin de sanctionner les responsables de la collaboration, tant sur le plan politique que judiciaire. Ce processus prit différentes formes. Immédiatement après la Libération, des actes de représailles spontanées eurent lieu, souvent qualifiés de « **purge sauvage** ». Par la suite, un processus juridique plus organisé a été mené par l'Etat à **travers des procès et des sanctions judiciaires**. Bien que controversées, ces mesures contribuèrent à restaurer la légitimité morale et politique de la République après des années d'occupation et de régime autoritaire.



Une fois la légalité républicaine rétablie, le Gouvernement provisoire entreprit la **reconstruction des institutions démocratiques**. En octobre 1945, les citoyens français furent appelés par référendum à rejeter les institutions de la Troisième République et à élire une Assemblée constituante chargée de rédiger une nouvelle Constitution. Le résultat révéla une forte volonté de renouveler le système politique. **La loi constitutionnelle du 2 novembre 1945** organisa provisoirement les pouvoirs publics pendant l'élaboration de la nouvelle Constitution. Les débats furent intenses durant cette période, notamment sur **l'équilibre des pouvoirs entre les institutions**, le rôle du Parlement et la place de l'exécutif. Un premier projet de constitution fut rejeté par référendum en mai 1946, illustrant la complexité de la recherche d'un consensus sur l'organisation du nouveau système politique. Un second texte constitutionnel fut adopté le 27 octobre 1946, instituant la **Quatrième République** et créant un système parlementaire dans lequel le pouvoir législatif disposait d'une autorité significative. L'adoption de cette constitution marqua l'aboutissement institutionnel de la **transition démocratique** amorcée après la Libération.

La **transition démocratique** ne s'est pas limitée à la reconstruction des institutions politiques. Elle s'est également accompagnée d'importantes **réformes sociales**, dont beaucoup s'inspiraient du programme du Conseil national de la Résistance. Parmi les mesures les plus significatives figuraient la création d'un système national de sécurité sociale, la nationalisation de secteurs clés tels que l'énergie, les transports et la banque, et le renforcement des droits des travailleurs. Sur le plan politique, l'après-guerre a été marqué par une **forte diversité idéologique**. Plusieurs partis politiques ayant joué un rôle important dans la Résistance sont devenus des acteurs centraux du nouveau système politique, notamment le Parti communiste français, la SFIO (socialistes) et le MRP (démocrates-chrétiens). Cependant, ce pluralisme s'est développé dans un contexte international en pleine mutation. Le début de la Guerre froide a progressivement influencé la dynamique politique en France et introduit de nouvelles tensions au sein du système politique.

Si la transition démocratique s'est principalement concentrée sur la restauration des institutions et de la légalité républicaine en France, il est important de noter que l'expérience **française du régime autoritaire diffère de celle de plusieurs autres pays européens**, comme la Roumanie ou l'Espagne. En France, le régime de Vichy a émergé dans le contexte particulier de la défaite militaire et de l'occupation étrangère durant la Seconde Guerre mondiale. De plus, la légitimité républicaine n'a jamais complètement disparu, puisqu'elle a continué d'exister en exil à travers le mouvement de la France libre. C'est pourquoi la transition d'après-guerre peut être perçue moins comme une rupture avec un système autoritaire de longue date que **comme un processus de restauration des institutions républicaines après un moment historique exceptionnel**.

Néanmoins, cette expérience a réaffirmé une conception plus large de la démocratie, fondée sur la **défense des droits fondamentaux**.

Tout au long du XXe siècle, la **France a accueilli des exilés politiques** fuyant les dictatures et les régimes répressifs. Dans les années 1930, elle est devenue un refuge pour les personnes fuyant les régimes fascistes en Europe, notamment les antifascistes italiens et les Juifs allemands fuyant les persécutions nazies. Après la guerre civile espagnole de 1939, la France a accueilli un grand nombre de réfugiés de l'Espagne franquiste, dont beaucoup ont d'abord été détenus dans des conditions difficiles dans des camps d'internement du sud de la France avant de s'intégrer progressivement à la société française. Pendant la guerre froide, la France a perpétué cette tradition en offrant l'asile aux dissidents du bloc de l'Est, parmi lesquels des écrivains, des artistes et des militants politiques. Au cours des décennies suivantes, le pays a également accueilli des personnes fuyant les dictatures militaires en Amérique latine et les régimes autoritaires d'autres régions du monde.

Cette **tradition d'asile** n'a pas seulement une portée humanitaire, mais aussi politique et symbolique. En offrant une protection à des personnes privées de libertés fondamentales, la France a réaffirmé son **attachement aux valeurs démocratiques** telles que la liberté d'expression, le pluralisme politique et le respect des droits humains. Le droit d'asile est reconnu par le droit constitutionnel français et s'inscrit dans le cadre d'engagements internationaux comme la **Convention de Genève de 1951** relative au statut des réfugiés.

Cependant, cette image historique de la France en tant que pays d'asile et d'accueil s'est **complexifiée ces dernières décennies**. Depuis la fin du XXe siècle, et plus particulièrement ces vingt dernières années, les politiques d'immigration et d'asile se sont durcies. Les réformes législatives se sont multipliées, les procédures administratives se sont allongées et complexifiées, et l'obtention d'un titre de séjour ou du statut de réfugié s'accompagne souvent de longues périodes d'incertitude. Ces évolutions sont liées à des développements politiques plus larges, notamment **la montée en puissance des mouvements d'extrême droite et la politisation croissante des questions migratoires**.

Malgré ces tensions, la France **maintient des mécanismes visant à protéger les personnes fuyant les persécutions**. La présence d'exilés politiques a également enrichi la vie démocratique française, nombre d'entre eux s'étant engagés dans **l'activisme, la défense des droits humains et les réseaux internationaux**. En ce sens, le rôle de la France comme pays d'asile demeure une dimension importante, bien que parfois contestée, de son identité démocratique. Il illustre que la démocratie ne se définit pas seulement par ses institutions politiques, mais aussi par la protection des droits fondamentaux.



Italie

La transition démocratique italienne trouve ses racines dans **l'effondrement du fascisme** et dans l'aspiration croissante à la liberté qui s'est manifestée pendant et après la Seconde Guerre mondiale. De 1922 à 1943, **le régime de Benito Mussolini** instaura un **État autoritaire** fondé sur le nationalisme, la censure, le militarisme et la répression de l'opposition politique. Les libertés civiles étaient restreintes, la dissidence réprimée et la propagande d'État promouvait l'image du chef (**il Duce**) et les idéaux de guerre et de puissance nationale. Au début des années 1940, le mécontentement envers le régime s'accroissait.

L'alliance avec l'Allemagne nazie avait entraîné l'Italie dans un conflit dévastateur qui sema la destruction et la misère dans le pays. Face à l'intensification des bombardements et à la détérioration de la situation économique, de nombreux Italiens commencèrent à remettre en question la légitimité du régime fasciste. En juillet 1943, Mussolini fut destitué par le Grand Conseil du fascisme puis arrêté. Cependant, cet événement n'entraîna pas immédiatement la paix ni la démocratie. **L'Allemagne nazie occupa rapidement le nord de l'Italie** et y instaura un État fantoche, connu sous le nom de République sociale italienne, plaçant à nouveau Mussolini à sa tête. Le pays sombra alors dans une **guerre civile** marquée par la violence et les divisions politiques.

Dans ce contexte, un **puissant mouvement de résistance** se développa. Des partisans d'horizons politiques et sociaux divers – communistes, libéraux, catholiques, monarchistes, ouvriers, paysans et simples citoyens – s'organisèrent pour lutter contre les forces fascistes et l'occupation allemande. Leur combat n'était pas seulement militaire, mais aussi politique et symbolique, car il visait à rétablir des valeurs telles que la liberté, la dignité, la solidarité et la souveraineté nationale. La **Libération du 25 avril 1945** marqua la fin, à la fois pratique et symbolique, de la dictature et ouvrit une nouvelle ère où l'avenir du pays serait de plus en plus façonné par la participation populaire et les aspirations démocratiques. Avec la défaite définitive du fascisme en 1945, l'Italie fut confrontée à une question fondamentale : quel système politique devait émerger des ravages de la guerre ?

Le **2 juin 1946**, les Italiens furent appelés à voter lors d'un **référendum national** afin de décider si le pays devait rester une monarchie ou devenir une république. Pour la première fois dans l'histoire italienne, des femmes participèrent à un vote national. Le résultat mena à la **proclamation de la République italienne**. Cet événement représentait bien plus qu'un simple changement constitutionnel. Il reflétait une transformation profonde de l'identité politique de l'Italie. Après des années de dictature et de conflit, le pays cherchait à se redéfinir sur la base des principes démocratiques, des droits civiques et de la souveraineté populaire. Une Assemblée constituante fut élue pour rédiger une nouvelle Constitution qui tiendrait compte des leçons tirées de l'expérience du fascisme et de la guerre.



La **Constitution italienne**, entrée en vigueur le **1er janvier 1948**, est devenue le fondement du nouvel ordre démocratique. Elle garantissait les libertés fondamentales, l'égalité devant la loi et d'importants droits sociaux tels que le droit au travail, à l'éducation et à la protection sociale. Elle rejetait également la guerre comme instrument d'agression et soulignait l'importance de la participation démocratique à la vie publique. Inspirée par le pluralisme qui avait caractérisé le mouvement de la Résistance, la Constitution incarnait un engagement commun à empêcher le retour d'un régime autoritaire.

Les premières années de la République furent néanmoins marquées par **des tensions politiques et des divisions idéologiques**. Les structures et les mentalités héritées du régime précédent ne disparurent pas immédiatement, et la reconstruction du pays exigea des réformes institutionnelles ainsi qu'une transformation sociale et culturelle plus profonde. Malgré ces défis, la Constitution a servi de point de repère essentiel et de cadre pour le développement démocratique durant cette période de profondes transformations.

La transition démocratique italienne ne s'est pas achevée avec l'adoption de la Constitution. Le processus de **confrontation avec l'héritage du fascisme** s'est révélé complexe et, à bien des égards, incomplet. Bien que certains responsables liés à l'ancien régime aient été écartés de leurs fonctions publiques, un système complet de justice transitionnelle n'a pas été pleinement mis en œuvre. De ce fait, les débats sur les responsabilités et la redevabilité se sont poursuivis pendant les années qui ont suivi.

Au fil du temps, la mémoire de la Résistance et de la lutte antifasciste est devenu un élément central des **commémorations nationales**, de l'éducation civique et du débat public. Ces mémoires ont contribué à forger l'identité démocratique de la République et à renforcer les valeurs associées à la lutte contre la dictature. Parallèlement, les discussions sur l'interprétation du fascisme et de son héritage se sont poursuivies au sein de la société italienne, reflétant les défis plus larges auxquels les sociétés démocratiques sont confrontées lorsqu'elles font face à un passé douloureux.

Pour les jeunes générations, l'un des principaux défis consiste à comprendre que **la démocratie n'est pas un état acquis**, mais le fruit de luttes historiques et d'efforts collectifs. La transition italienne illustre la nécessité de défendre et de renouveler constamment la démocratie. Elle repose non seulement sur les institutions et les cadres juridiques, mais aussi sur la participation active de citoyens qui se souviennent du passé, s'engagent dans la vie publique et contribuent à façonner l'avenir. En ce sens, l'expérience italienne met en lumière comment les valeurs démocratiques se perpétuent de génération en génération grâce à l'éducation, au dialogue et à la responsabilité civique.

Portugal

Pendant une grande partie du XXe siècle, le Portugal a vécu sous un **régime autoritaire** qui a profondément marqué sa vie politique, sociale, économique et culturelle. La **révolution du 25 avril 1974** a mis fin à cette dictature et a amorcé un processus de transition démocratique qui a transformé le Portugal en une démocratie pluraliste intégrée à l'espace européen.

La dictature portugaise, connue sous le nom **d'Estado Novo (État nouveau)**, fut officiellement instaurée en 1933 sous la direction **d'António de Oliveira Salazar**. Ce régime autoritaire, nationaliste et conservateur rejetait les principes de la démocratie libérale, tels que la liberté d'expression, le pluralisme politique et la participation citoyenne active.

La vie politique était étroitement contrôlée. Un seul parti était légalement reconnu, **l'União Nacional (Union nationale)**. Bien que des élections aient eu lieu, elles n'étaient ni libres ni équitables. La **censure** préalable constituait un instrument central de **répression**, restreignant sévèrement la presse, l'édition, le théâtre, le cinéma et la musique afin d'empêcher la diffusion d'idées jugées hostiles au régime. La **police politique**, connue sous le nom de **Police internationale et de défense de l'État (PIDE)**, rebaptisée plus tard **Direction générale de la sécurité (DGS)**, était chargée de surveiller, de persécuter et de réprimer les opposants, souvent par le biais d'arrestations arbitraires, de torture et d'exil.

Sur le plan social, le Portugal était marqué par de **profondes inégalités**. Une grande partie de la population vivait dans la pauvreté, notamment dans les zones rurales et isolées. L'accès à l'éducation était réservé à une minorité privilégiée, ce qui entraînait des **taux d'analphabétisme élevés** par rapport aux autres pays européens. Les droits des travailleurs étaient faibles, les syndicats indépendants étaient interdits et les grèves illégales.

Sur le plan international, le Portugal est resté largement isolé pendant des décennies. À partir des années 1960, cet isolement s'est accentué du fait du refus du régime d'accorder l'indépendance à ses **colonies africaines** (Angola, Mozambique, Guinée-Bissau, Cap-Vert et Sao Tomé-et-Principe). Cette position a conduit au déclenchement de la **guerre coloniale en 1961**. Mobilisant d'importantes ressources humaines et financières considérables, ce conflit a duré plus d'une décennie et a profondément marqué la société portugaise.

Au début des années 1970, le **régime était devenu de plus en plus fragile**. La mort de Salazar et son remplacement par **Marcelo Caetano** n'ont pas entraîné de véritables réformes politiques. Malgré quelques tentatives limitées de libéralisation, connues sous le nom de « **Printemps marcéliste** », la répression et la censure se sont largement poursuivies.

La **persistance de la guerre coloniale** s'avéra déterminante dans l'effondrement du régime. Des milliers de jeunes Portugais continuèrent d'être mobilisés pour des conflits longs et impopulaires, au péril de leur vie et sans perspective claire de victoire. Le mécontentement grandit, notamment parmi les officiers subalternes des forces armées, dont les carrières étaient bloquées et qui remettaient de plus en plus en question la poursuite de la guerre. C'est dans ce contexte qu'émergea le **Mouvement des forces armées (MFA)**, un groupe d'officiers qui prônaient la fin de la guerre, le renversement de la dictature et l'instauration de la démocratie. Le **MFA planifia une opération militaire** pour renverser le régime, comptant sur le soutien tacite de larges pans de la société portugaise.

La **Révolution du 25 avril** éclata aux premières heures de cette journée, lorsque des unités militaires occupèrent des points stratégiques à Lisbonne et dans d'autres villes, notamment des casernes, des aéroports et des stations de radio et de télévision. La **population descendit rapidement dans la rue** pour soutenir les soldats, et le régime s'effondra face à une faible résistance armée. Le chef du gouvernement, Marcelo Caetano, capitula et fut par la suite **contraint à l'exil**.

Sur le plan international, la révolution fut connue sous le nom de « **Révolution des œillets** », en raison du geste symbolique d'une civile qui offrit des œillets rouges aux soldats, les plaçant dans les canons de leurs fusils en signe d'espoir et de résistance, reflétant le caractère largement pacifique du mouvement. Ce jour marqua la fin de **quarante-huit années de dictature** et ouvrit la voie à de profonds changements politiques et sociaux.

Après le 25 avril, le Portugal entra dans une période complexe connue sous le nom de **Processus révolutionnaire en cours (Processo Revolucionário em Curso – PREC)**, qui dura de 1974 à 1976. Durant cette période, différentes visions de l'avenir du pays coexistèrent, allant de la démocratie libérale aux modèles d'inspiration socialiste.

D'importantes mesures structurelles ont été adoptées, notamment l'abolition de la police politique, la fin de la censure, la légalisation des partis politiques et des syndicats, et la libération des prisonniers politiques. Les **colonies portugaises ont accédé à l'indépendance entre 1974 et 1975**, mettant ainsi fin à des décennies de guerre coloniale.



En 1975, les **premières élections libres** ont été organisées pour élire une Assemblée constituante, avec un taux de participation record dans l'histoire du pays. Ce processus a abouti à l'adoption de la **Constitution de 1976**, qui a consacré les **droits fondamentaux**, les libertés civiles, le suffrage universel et la séparation des pouvoirs.

La démocratie a profondément transformé la vie quotidienne au Portugal. L'accès à l'éducation et aux soins de santé s'est considérablement élargi, les **droits des travailleurs ont été renforcés** et la participation citoyenne est devenue un élément central de la vie publique. La liberté d'expression et d'association est devenue un droit fondamental.

En **1986, le Portugal a rejoint la Communauté économique européenne** (devenue l'Union européenne), consolidant ainsi son intégration politique, économique et culturelle à l'Europe. Cette étape a symbolisé la **rupture définitive du pays** avec l'isolement international et a renforcé la stabilité de son système démocratique.

La révolution du 25 avril 1974 marque un tournant décisif de l'histoire portugaise contemporaine. Plus qu'un simple changement de régime, elle a marqué la transition d'une société fermée et répressive à un **pays libre, démocratique et européen**. Comprendre ce processus est essentiel pour saisir l'identité politique et sociale du Portugal actuel, ainsi que l'importance que la société portugaise accorde à la **démocratie, à la liberté et aux droits de l'homme**.



Roumanie

Pour comprendre pourquoi **la transition roumaine a été plus tumultueuse** que celle de ses voisins, il est nécessaire d'examiner la rigidité du système politique des années 1980. Tandis que des pays comme la Pologne ou la Hongrie accordaient progressivement un espace limité aux mouvements d'opposition, la Roumanie restait sous un **régime fortement centralisé** où le pouvoir était concentré non seulement entre les mains du Parti communiste, mais aussi entre celles de **Nicolae Ceaușescu et de sa famille**. Ce système a entraîné le démantèlement des organisations sociales indépendantes et isolé les citoyens les uns des autres.

Le régime communiste s'appuyait sur une combinaison de rhétorique nationaliste virulente et un contrôle politique strict. Ceaușescu s'efforça pendant des années de distancer la Roumanie de l'Union soviétique, se présentant comme le défenseur de l'indépendance nationale face aux influences étrangères. Cependant, ce discours contribua, au fil du temps, à **l'isolement politique et économique du pays**. Parallèlement, **la police secrète instaura un climat de peur** où la population se méfiait même de ses voisins. Dans ce contexte, la dissidence n'était pas perçue comme un simple désaccord politique, mais souvent comme une trahison de la nation. **En l'absence quasi totale d'opposition organisée**, la possibilité d'une transition négociée était extrêmement limitée.

Les **événements révolutionnaires ont débuté à la mi-décembre 1989** à Timișoara. L'élément déclencheur fut la tentative d'expulsion d'un pasteur hongrois, László Tótkés. Ce qui avait commencé comme une protestation locale se transforma rapidement en un mouvement de protestation plus large contre le régime. Les autorités tentèrent de réprimer les manifestations par la force, mais la violence ne fit qu'attiser la colère populaire. Un tournant décisif survint le 22 décembre, lorsque **l'armée refusa de continuer à tirer sur les civils**. Une fois le soutien militaire retiré, Ceaușescu et son épouse s'enfuirent du bâtiment du Comité central à Bucarest en hélicoptère.

Les jours suivants furent marqués par la confusion et l'incertitude politique. **Un vide du pouvoir** se créa et fut rapidement comblé par le **Front de salut national (FSN)**. Bon nombre de ses membres étaient d'anciens responsables du Parti communiste, tombés en disgrâce auprès de Ceaușescu, mais qui conservaient une expérience politique et une connaissance approfondie des institutions étatiques.



Durant cette période, **rumeurs, désinformation et tensions politiques** se sont largement répandues. Certains analystes estiment que des éléments de l'ancien appareil sécuritaire ont contribué à ce climat de **confusion**. Bien que le FSN ait initialement déclaré qu'il n'agirait qu'en tant qu'organe de gouvernement provisoire et qu'il ne participerait pas aux élections, la situation politique a évolué différemment. En 1990, **Ion Iliescu**, chef du FSN, a remporté l'élection présidentielle.

Les années suivantes furent marquées par des tensions persistantes entre les autorités politiques et la société civile. De **violents affrontements**, connus sous le nom de « **minériades** », eurent lieu lorsque des groupes de mineurs furent mobilisés pour réprimer les manifestations contre le gouvernement. Ces événements firent plusieurs morts et des centaines de blessés.

Pour de nombreux Roumains, la chute du régime a apporté un **soulagement immédiat**. L'un des changements les plus significatifs a été la fin de la pression constante exercée pour afficher publiquement sa loyauté à la dictature. Soudain, la population pouvait se rassembler dans l'espace public, exprimer ses opinions et critiquer les autorités politiques sans craindre une répression immédiate. Parallèlement, la persistance des anciennes élites politiques au sein des nouvelles institutions a conduit certains citoyens à penser que la révolution avait été en partie récupérée par l'ancien système. Le fait que de nombreux crimes commis durant les jours violents de la révolution **n'aient pas été pleinement poursuivis** a laissé une empreinte indélébile sur la société roumaine et continue d'alimenter les débats sur la justice et la responsabilité historique.

La transition roumaine a donc marqué une rupture décisive avec des décennies de régime autoritaire, mais elle fut aussi un processus complexe et inachevé. Si les citoyens ont acquis de nouvelles libertés et de nouveaux droits politiques, **la méfiance envers les institutions politiques** est restée une caractéristique importante du développement démocratique du pays.



Espagne

La **dictature franquiste est née de la guerre civile espagnole (1936-1939)**, suite à la victoire militaire des insurgés menés par le général Francisco Franco. Après 1939, l'Espagne s'est transformée en un **État autoritaire** où le pouvoir politique était concentré entre les mains de Franco, les institutions démocratiques démantelées et les libertés civiles bafouées. Les partis politiques et les syndicats ont été interdits, et la **répression** a été systématiquement employée pour éliminer l'opposition par **l'emprisonnement, l'exil et les exécutions**.

Au lendemain de la guerre, des milliers de personnes furent emprisonnées, exécutées ou contraintes à l'exil, et un vaste réseau de prisons et de camps de travail fut créé pour les prisonniers politiques. Le régime instaura un État **fortement centralisé qui rejetait l'autonomie régionale** et prônait une vision nationaliste de l'Espagne fondée sur l'unité, les valeurs traditionnelles et une autorité étatique forte. L'opposition politique fut violemment réprimée, et de nombreuses familles continuèrent de subir les conséquences de cette répression pendant des décennies.

Le régime exerçait un **contrôle idéologique et social strict** par le biais de la **censure**, de l'éducation et de son étroite alliance avec **l'Église catholique**. La vie publique était fortement influencée par les valeurs morales conservatrices promues par le régime, et le système éducatif servait à transmettre l'idéologie officielle. Bien que l'Espagne ait connu une **modernisation économique** à partir des années 1950 et une intégration internationale croissante, ces changements **ne s'accompagnèrent pas d'une véritable réforme politique**.

Dans les années 1960, la croissance économique et l'industrialisation ont transformé de nombreuses régions du pays et favorisé **l'émergence de nouvelles classes moyennes urbaines et de mouvements ouvriers**. Parallèlement, **l'opposition** à la dictature a commencé à se réorganiser progressivement à travers des **partis politiques clandestins, des mouvements étudiants et des organisations ouvrières**, notamment dans les grandes villes industrielles. Malgré ces changements sociaux, la structure politique de la dictature est restée fermement en place jusqu'à **la mort de Franco en 1975**.



La mort de Franco en 1975 marqua le début de la **Transition (Transición)**, un processus politique complexe visant à **démanteler la dictature** et à **instaurer un système démocratique** par la **réforme** plutôt que par la rupture. Cette période fut caractérisée par l'incertitude, la **mobilisation sociale et les tensions** entre les revendications de changement politique et les craintes d'instabilité. Dans les mois qui suivirent, différents acteurs politiques commencèrent à explorer les voies possibles vers une **réforme démocratique**.

Les institutions héritées de la dictature restèrent initialement en place, mais la montée des revendications sociales en faveur des libertés politiques et de la participation citoyenne rendit le maintien du système autoritaire de plus en plus difficile. Progressivement, **des réformes politiques** furent introduites, ouvrant la voie au **pluralisme et à la participation démocratique**. Durant cette période, les dirigeants politiques, les mouvements sociaux et différents secteurs de la société participèrent à des **négociations et à des débats** sur l'avenir du pays et la structuration de ses institutions démocratiques.

Parallèlement, les mouvements d'opposition qui avaient opéré clandestinement sous la dictature commencèrent à participer ouvertement à la vie politique. Les **partis politiques et les syndicats furent progressivement légalisés**, tels que le **Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE)** et le **Parti communiste d'Espagne (PCE)**. Ce processus ne fut pas sans tensions, mais il reflétait à la fois des négociations politiques et une forte pression sociale de la part de secteurs qui réclamaient depuis longtemps des libertés démocratiques. La mobilisation sociale joua également un rôle important durant ces années, les grèves, les mouvements étudiants et les organisations civiques contribuant à élargir l'espace public de participation et de débat politiques.

Les **premières élections démocratiques** depuis la guerre civile se sont tenues en **1977**. Le Parlement nouvellement élu a alors entrepris l'élaboration d'une constitution démocratique par le biais de négociations entre représentants de différentes traditions politiques, notamment les conservateurs, les socialistes, les communistes et les partis nationalistes régionaux. La **Constitution espagnole de 1978** a établi les fondements du nouveau système démocratique, définissant l'Espagne comme une **monarchie parlementaire**, garantissant les **droits fondamentaux et les libertés civiles** et instaurant un système **d'autonomie territoriale** reconnaissant la diversité des identités nationales et régionales du pays.



Concernant cette diversité, il est important de préciser que les témoignages présentés dans ce livret proviennent de personnes ayant vécu la période de transition au **Pays basque**. Cette région se situe sur la **côte nord de l'Espagne**, à la frontière française. Ce détail est essentiel, car la réalité socio-politique du Pays basque présente des **caractéristiques propres** qu'il convient de prendre en compte pour comprendre les récits de ceux qui l'ont vécue.

Durant les années de transition démocratique et les décennies suivantes, le Pays basque a connu un **contexte socio-politique particulièrement complexe**, marqué par différentes formes de violence politique et de graves violations des droits humains. L'organisation armée **ETA (Euskadi Ta Askatasuna, Pays basque et Liberté)**, fondée sous la dictature franquiste dans le but de **promouvoir l'indépendance du Pays basque**, a poursuivi ses **activités violentes durant la période démocratique**, perpétrant des **attentats** qui ont causé la mort de centaines de personnes et touché les forces de sécurité, les représentants politiques et les civils.

Dans le même temps, d'autres formes de violence, **de répression et de violations des droits humains** se sont produites dans ce contexte plus large de conflit politique, notamment des actions menées par des groupes d'extrême droite et des milices paramilitaires apparus durant la transition démocratique. Ces dynamiques ont engendré **un climat de peur et de profondes divisions** au sein de la société basque, affectant durablement les relations sociales, la vie politique et le débat public. En réponse, de nombreuses organisations civiques, mouvements sociaux et institutions ont promu des **initiatives visant à défendre les droits humains**, à soutenir les victimes et à encourager des formes pacifiques de participation politique.

En **2011, l'ETA annonçait la cessation définitive de ses activités armées**, marquant ainsi fin à des décennies de violence et ouvrant une nouvelle ère axée sur la mémoire, la reconnaissance et le renforcement de la coexistence démocratique. Tout au long de la transition, les **mouvements sociaux** ont continué d'exercer une influence, tant en soutenant le **processus de démocratisation qu'en révélant ses limites**. Des problèmes tels que l'impunité pour les crimes commis sous la dictature, les inégalités sociales persistantes et les tensions liées à la violence politique sont restés d'actualité.



TÉMOIGNAGES



Funded by
the European Union

Numéro de projet : 101196470

France

Nora

Née en **Algérie**, mère de trois enfants, Nora est arrivée en France en 2019. Quitter son pays natal a été l'une des décisions les plus difficiles de sa vie. En Algérie, **les conditions de vie étaient rudes**, surtout pour les femmes. Tout était à la charge du patient : les soins médicaux, le logement et la scolarité. En l'absence de protection sociale, il était également difficile pour une femme de travailler loin de chez elle. Elle a pris sa décision de partir pendant **le mouvement social Hirak**, alors que l'armée reprenait le contrôle du pays et que **les droits des femmes étaient de plus en plus restreints**. « Je ne voyais plus d'avenir pour mes enfants dans ce contexte », se souvient-elle.

À son arrivée en France, **Nora a demandé l'asile**. Sa demande ayant été **rejetée**, elle et ses enfants se sont retrouvés dans une situation de grande vulnérabilité. **Sans papiers**, elle a d'abord été hébergée dans un centre d'accueil, puis dans un centre maternel. Peu après, son mari l'a quittée. Elle a dû **affronter l'exil seule**, avec la lourde responsabilité d'élever trois enfants dans un pays étranger.

Aujourd'hui, Nora vit à Saint-Amand, dans un centre d'hébergement d'urgence géré par Afeji. Les démarches administratives restent longues et complexes. Sans papiers, elle vit dans la **Crainte constante que ses enfants lui soient retirés et placés en famille d'accueil**. Des associations comme La Cimade l'aident à régulariser sa situation et à garantir l'accès de ses enfants à l'éducation. Ses conditions matérielles se sont progressivement améliorées, même si elle vit toujours dans une **situation précaire**. Elle reçoit une aide financière de 225 €, versée trois fois par an, ainsi qu'un soutien d'associations locales pour se procurer de la nourriture et les produits de première nécessité. « Ce n'est pas grand-chose », admet-elle, « mais cela me permet d'offrir un semblant de stabilité à mes enfants. »



Avec le temps et la réflexion, Nora a fini par considérer son parcours comme une **leçon de résilience** et de prise de conscience. « Avant de quitter son pays », dit-elle, « il faut être mentalement préparé. Beaucoup pensent qu'arriver en France va tout changer, mais ce n'est pas si simple. Il faut connaître les lois, les procédures, le fonctionnement du pays d'accueil. » En Algérie, elle dit n'avoir jamais imaginé ce que signifiait être « **sans droits** », mais en France, elle a vécu pleinement cette expérience : « **Ne pas exister administrativement**, ne pas être reconnue, **se sentir invisible**. » Malgré ces difficultés, elle est reconnaissante d'être mieux entourée et accompagnée.

En partageant son histoire, Nora souhaite toucher celles et ceux qui envisagent l'exil. Elle souligne que quitter son pays n'est pas **une solution de facile** et qu'il est indispensable de s'informer et de se préparer au préalable pour affronter les difficultés quotidiennes. Pour elle, témoigner lui permet de « **rencontrer et d'échanger avec d'autres personnes, de rompre son isolement et de reprendre des forces** ». Même si la France n'a pas tenu toutes les promesses qu'elle avait imaginées, elle lui a offert la **chance de reconstruire sa vie**, de scolariser ses enfants et de se sentir soutenue au quotidien.



S



LIBERTÉ DE VOYAGER



Funded by
the European Union

Numéro de projet : 101196470

Yasmina

Il y a cinq ans, **Yasmina et son mari ont quitté l'Albanie** avec un seul objectif : offrir à leur fils A., aujourd'hui âgé de huit ans, la possibilité de recevoir les soins adaptés à son **autisme**. La vie en Albanie était très difficile. A. est né en 2017 et a été diagnostiqué autiste en 2019. À cette époque, il n'existait ni **centres spécialisés** ni professionnels qualifiés pour apporter le soutien nécessaire dont un enfant autiste a besoin. Les consultations étaient rares, **excessivement coûteuses** et uniquement disponibles dans les grandes villes éloignées.

Vivre dans un petit village compliquait d'avantage leur situation : quasiment aucun transport en commun, peu d'opportunités d'emploi et **des ressources financières très limitées**, concilier travail et soins était presque impossible. Le mari de Yasmina travaillait comme policier et ambulancier, gagnant environ 400 € par mois ; **pourtant, la famille devait dépenser davantage** pour financer seulement 45 minutes de thérapie psychologique par jour pendant 20 jours.

Yasmina, qui travaillait auparavant à l'extérieur de son domicile, a dû cesser de travailler une fois que son fils a été diagnostiqué, car elle ne disposait d'aucune autre solution de garde d'enfants adapté.

Leur fils était confronté **au rejet** dans de nombreux aspects de sa vie quotidienne : à la crèche, chez le dentiste et même à l'école, où il était systématiquement traité différemment. « À la crèche », se souvient Yasmina, « il restait toute la journée devant des écrans, contrairement aux autres enfants. » **L'autisme était mal compris** et les parents se heurtaient à une incompréhension générale. Financièrement, la situation de la famille était **extrêmement précaire**. La majeure partie de leurs revenus était consacrée aux thérapies de leur fils et trouver un équilibre entre travail et prise en charge était un combat permanent.

Depuis leur arrivée en France il y a cinq ans, Yasmina et son mari ont vu leur situation s'améliorer. A. bénéficie désormais d'une **prise en charge professionnelle et spécialisée grâce aux services de protection de l'enfance** et à d'autres structures dédiées. Après de nombreux refus en Albanie, ils ont enfin pu inscrire leur fils dans un programme français destiné aux enfants à besoins spécifiques. L'attente pour obtenir une place dans un établissement spécialisé a été longue : deux ans à Saint-Amand et un an à Valenciennes. Les parents ont opté pour une structure permettant à A. de vivre avec eux, plutôt que d'être placé en permanence. « **Nous souhaitons préserver nos liens familiaux** », explique Yasmina.

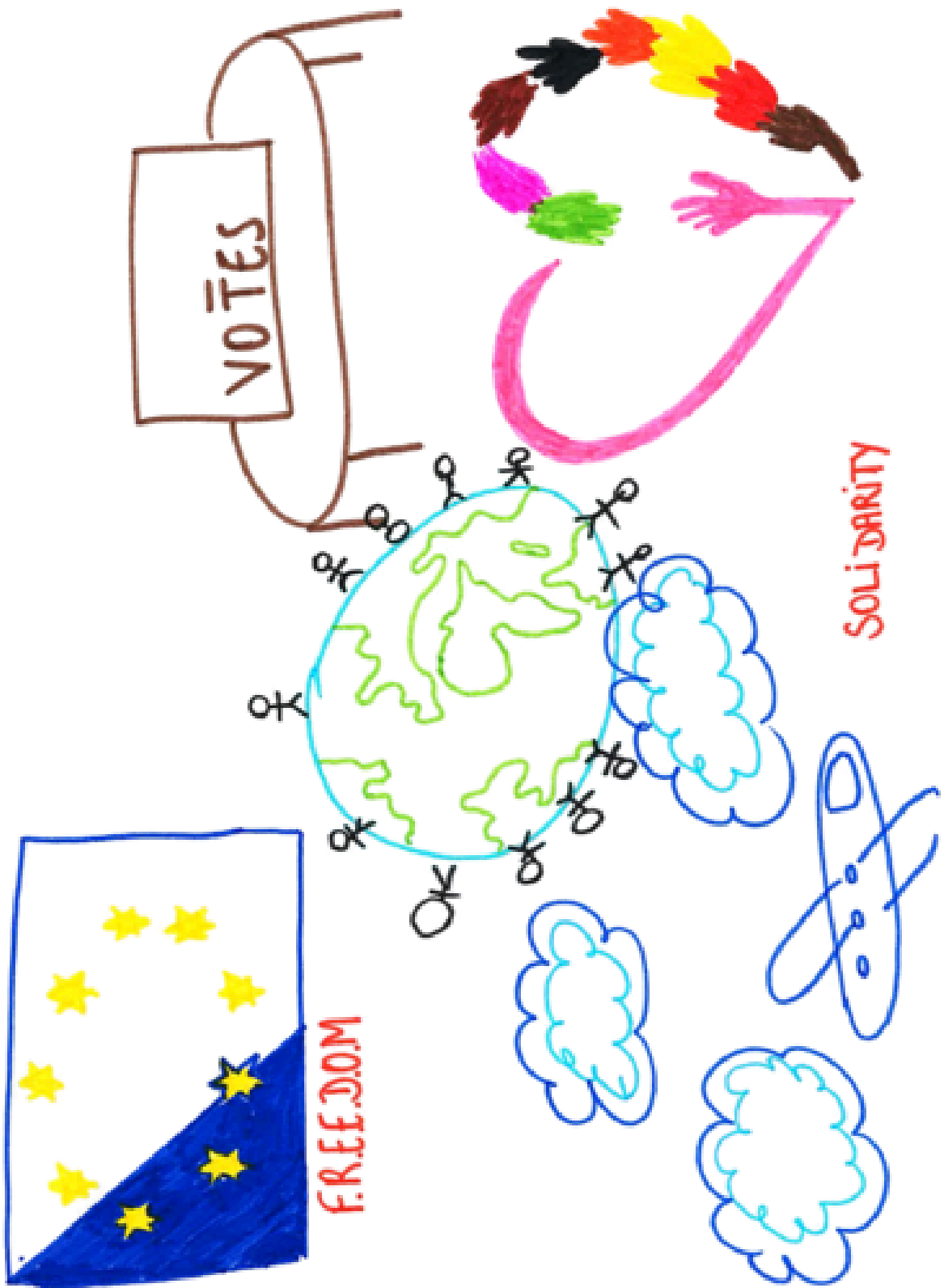


Certains établissements spécialisés ont refusé d'admettre A., arguant que des hôpitaux étaient disponibles en Albanie. Cependant, Yasmina et son mari ont expliqué que ces établissements **étaient inaccessibles à leur famille, tant financièrement que géographiquement**. Malgré ces obstacles, ils insistent sur l'importance de rester optimistes et de faire confiance au processus.

Le titre de séjour de la famille complique l'accès à certaines aides sociales, et **leur situation financière reste précaire**. Le quotidien est marqué par une pression constante : le coût élevé de la vie, de l'alimentation et des vêtements adaptés à A., qui s'usent rapidement. Ils dépendent fortement des associations locales et des réseaux d'entraide comme Les Restos du Cœur, mais aussi des allocations locales et d'une aide financière ponctuelle de 225 €, versée trois fois par an. Le niveau d'aide varie également selon leur lieu de résidence. À Saint-Amand, ils ont bénéficié d'une aide plus importante qu'à Valenciennes, où, par exemple, les couches gratuites n'étaient fournies que jusqu'à ce que l'enfant atteigne 18 mois.

Yasmina et son mari ont choisi de partager leur histoire **pour informer et préparer d'autres familles** qui pourraient suivre un parcours similaire. Ils souhaitent que les gens comprennent que le fait d'arriver en France ne garantit pas automatiquement l'accès à un logement, à des soins ou à un accompagnement. Le processus est long et exigeant, et il est important d'être conscient des difficultés administratives et sociales qui les attendent. Leur objectif est **d'offrir des conseils pratiques et un accompagnement**, afin d'aider d'autres personnes à surmonter ces mêmes obstacles plus facilement. Prendre la parole leur permet également d'exprimer leurs émotions, de relâcher la pression qu'ils ressentent et de trouver du réconfort en étant entendus. « Le soutien et la compréhension ne sont pas disponibles partout », souligne Yasmina, « mais pouvoir parler de notre expérience ici en France nous est d'une grande aide. »





Funded by
the European Union

Numéro de projet : 101196470

Ahmed, 32

Ahmed a grandi au **Caire**, où il a fréquenté une école franco-égyptienne et a été bénévole à la bibliothèque d'Alexandrie. C'est lors d'une conférence sur le campus de son université qu'il a découvert la possibilité de poursuivre ses études en France.

Son **départ eut lieu pendant le Printemps arabe**, un soulèvement populaire qui entraîna la chute du président Moubarak et le coup d'État militaire qui s'ensuivit en Égypte. Désireux d'étudier, de découvrir de nouvelles perspectives et de construire un avenir meilleur dans un environnement plus sûr, il **quitta son pays pour la France**. Il se souvient avec un enthousiasme communicatif de son arrivée à Grenoble, dans les Alpes françaises, subjugué par les montagnes et l'excitation de la découverte d'une nouvelle culture.

De 2012 à 2015, Ahmed a étudié le droit à **l'Université de Grenoble**. Cependant, il n'a pas pu terminer son cursus, les **exigences académiques et l'adaptation culturelle s'avérant bien plus difficiles** qu'il ne l'avait imaginé. Il a subi une forme de **violence symbolique** de la part de certains professeurs et étudiants qui lui ont fait sentir qu'il n'était pas le bienvenu. Il se souvient que certains le regardaient d'un air menaçant et lui demandaient : « Que fais-tu ici ? » ou encore : « Ce n'est pas normal que les écoles et les universités françaises soient gratuites pour les étrangers. » Avant de venir en France, Ahmed explique qu'il pensait pouvoir compter sur l'amitié de tous, comme en Égypte, mais la réalité lui a vite fait prendre conscience de la différence.

En quête d'un environnement plus favorable et accueillant, il s'inscrit à la **Faculté de Droit et de Sciences Politiques de Lille**. Il y trouve un accueil chaleureux et se fait un groupe d'amis avec lesquels il partage des intérêts communs. Cependant, il a dû faire face à de **nombreuses autres difficultés** : des conditions de logement déplorables en résidence universitaire (cafards, punaises de lit, hygiène douteuse), la solitude due à l'éloignement de son pays et de sa famille, et le deuil de son père. L'absence de **papiers en règle** complique encore la situation : il ne peut ni renouveler ses droits ni obtenir d'aide au logement.



De plus, Ahmed a dû faire face à de **nombreux obstacles administratifs**. Par exemple, un jour, il a été arrêté dans le métro et placé en garde à vue pendant 24 heures. Cet incident a entraîné une interdiction de séjour de deux ans, qui l'empêche encore aujourd'hui d'obtenir un statut légal, malgré le soutien d'un avocat, de plusieurs élus et l'obtention de son master. Une offre d'emploi qu'il avait décrochée est toujours en suspens, faute de décision officielle. Actuellement **sans domicile fixe**, Ahmed tente de trouver refuge chez sa famille dans le sud de la France, mais la distance et les difficultés logistiques rendent cette démarche complexe.

Il évoque également la **montée des mouvements d'extrême droite** en France et le manque croissant de considération de l'administration publique envers les étudiants étrangers. « Il devrait être possible de faire des erreurs, d'échouer et de se reconstruire », dit-il, « mais quand on vit en exil, ces étapes deviennent incroyablement difficiles. » Faire **le deuil de son père à distance**, sans pouvoir retourner en Égypte, a été l'un des moments les plus douloureux de son parcours.

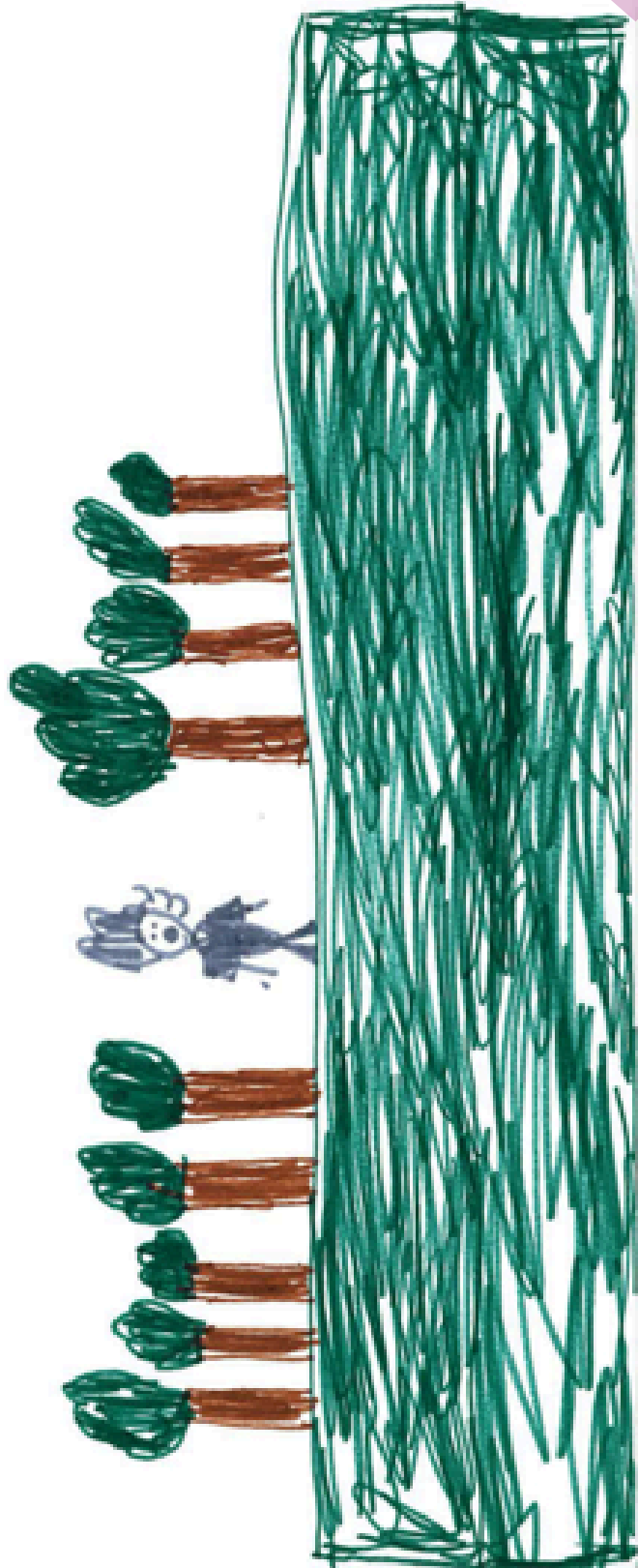
À travers son témoignage, Ahmed souhaite inciter les étudiants étrangers à se renseigner de manière approfondie sur leurs droits, les lois et les conditions de vie dans le pays où ils envisagent d'étudier. Il aspire à ce que les services publics français deviennent plus tolérants et traitent les étrangers avec humanité.

Malgré de nombreux obstacles, **Ahmed garde espoir**. Il fait régulièrement du bénévolat et compte toujours sur une promesse d'embauche qu'il espère honorer un jour. « Je veux contribuer à la société française », dit-il. Partager son parcours permet à Ahmed de prendre du recul et de reconnaître ses efforts. Son témoignage **met en lumière la complexité de l'exil**, l'importance du soutien et la force de la résilience.



la maturation est elle

protéger la maturation. qui est un trim de mouture



Funded by the European Union

Numéro de projet : 101196470

Italie

Luigi, 92

Je me souviens très bien de ce qu'était la vie sous le régime fasciste. Le samedi n'était ni un jour de repos ni un jour de libre choix ; c'était **le samedi fasciste**. Tous les jeunes du village étaient contraints de se rassembler et de défiler dans les rues. La présence était obligatoire. On prenait les noms et prénoms, et toute absence était notée. Il n'y avait **pas de place pour l'absence, pas de place pour le refus**. Les rues se remplissaient de corps en marche, mais aussi de peur.

Un épisode en particulier m'a marqué à jamais. Dans notre village, les autorités fascistes recherchaient le maréchal des carabinieri. Il n'était pas originaire du village, mais tout le monde connaissait sa description : grand, fort, imposant. Les fascistes le traquaient activement, et **la tension montait parmi les villageois**. Or, il y avait dans le village un homme sourd-muet qui correspondait vaguement à la description qu'on leur avait donnée. Inoffensif, connu de tous, il vivait simplement, se déplaçant avec sa mule.

Un jour d'octobre, pendant les vendanges, un événement terrible se produisit. Mon père était agriculteur et, à cette époque, nous faisons du vin. Un grand tonneau en bois avait été placé devant notre portail, comme c'était la coutume pendant les vendanges. Un homme sourd-muet passait tout près, non loin de chez moi, **lorsqu'un fasciste l'arrêta dans la rue et lui cria de s'immobiliser**. Mais l'homme n'entendait rien. Il ne comprenait pas l'ordre. Il ne savait pas ce qu'on lui disait.

Le fasciste l'empoigna violemment par le bras. Sa poigne était forte, empreinte d'agressivité. L'homme réagit instinctivement, tentant de se dégager, effrayé et désorienté. Il fut suivi jusqu'aux abords de ma maison, près du grand tonneau servant au pressurage du raisin. **La situation était tendue et terrifiante**. Cet homme n'avait rien fait de mal, et pourtant, il était traité comme un criminel simplement parce qu'il ne pouvait ni répondre, ni s'expliquer, ni se défendre.



Ida, 101

Je me souviens du quotidien durant ces années comme d'une **atmosphère pesante et incertaine**, même dans les moments les plus anodins. Ma sœur lavait le linge à la maison et nous vivions simplement, avec très peu de moyens. Même chez nous, on sentait **une angoisse permanente**. Le fascisme était partout. Il imprégnait nos rues, nos maisons, nos vies. Mussolini lui-même est passé par ici, et tout le monde le savait. Sa présence n'était pas seulement politique ; elle se ressentait physiquement, dans le silence, dans la **peur**.

Pendant longtemps, nous avons vécu dans une **tension palpable**. Les gens faisaient attention à ce qu'ils disaient, à la manière dont ils se comportaient, à qui ils faisaient confiance. La **peur était devenue normale**, elle faisait partie du quotidien. Puis un jour, la nouvelle est tombée : Mussolini était mort. Je me souviens très bien de ce que nous avons ressenti en l'apprenant. Pas de panique. Pas de chaos. Un soulagement immense. Nous étions calmes. Pour la première fois depuis longtemps, nous avons l'impression de pouvoir respirer. Ma mère était plus sereine, elle aussi. La peur qui nous avait poursuivis pendant des années semblait se relâcher. C'était comme si un **poids énorme nous avait été enlevé des épaules**.

Lorsque les hommes commencèrent à revenir de la guerre, le sentiment était le même. Quand mon grand-père est revenu du front, les gens étaient heureux. Vraiment heureux. La guerre avait tant pris aux familles – des fils, des frères, la tranquillité d'esprit – et sa fin avait été vécue comme un miracle. Il y avait eu des bombardements, des destructions, et des moments où l'on pensait que tout était perdu. Pourtant, d'une manière ou d'une autre, des gens avaient survécu. Nous étions heureux parce que la peur était terminée. Nous étions heureux parce que la guerre était finie. Nous étions heureux parce que la vie pouvait recommencer, même si c'était difficile, même si nous n'avions pas grand-chose. L'important, c'était de ne plus vivre dans la **terreur constante**.

Avec le recul, je comprends que ce bonheur n'était pas une célébration, mais une forme de **liberté**. C'était le sentiment de ne plus être surveillé, de **ne plus avoir peur**, de ne plus vivre sous l'oppression. Ce moment m'a appris la véritable valeur de la démocratie : non pas comme un mot, mais comme la **possibilité de vivre sans crainte**.

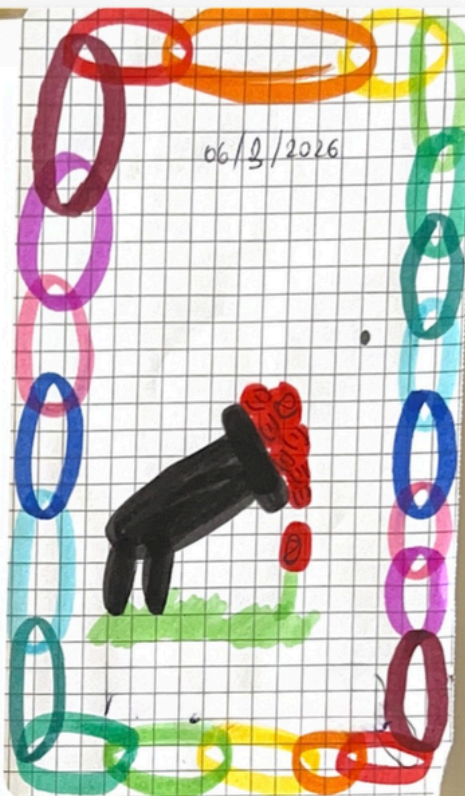


OGGI HO CAPITO
CHE OGNUNO DEVE
FARE LE COSE CHE
SI SENTE. QUELLO CHE
REPUTA GIUSTO PER SE.
NESSUNO DEVE DECIDERE
QUELLO CHE DEVI FARE

06/03/2026



06/03/2026



ho parlato di libertà



06/03/2026

Oggi ho imparato che
oggi
Ognuno può esprimere

la propria **Libertà**

senza che nessuno

esprime per noi

6/03/2026 Grazie alla maestra

Angela che mi ha spiegato



Funded by
the European Union

Numéro de projet :
101196470

Krishanthi

Je m'appelle Krishanthi. Je suis **née au Sri Lanka**, un pays d'une **immense beauté naturelle, aux traditions ancestrales et aux hiérarchies sociales complexes**. Ma famille accordait une grande importance à l'éducation, à la dignité et au service des autres. Guidée par ces valeurs, j'ai poursuivi mes études avec passion et **obtenu un doctorat en droit à l'Université d'Oxford**. Mais au-delà du parcours universitaire et professionnel, j'ai toujours été attirée par le langage des arts. Je peins et je sculpte ; à travers ces formes, je donne forme aux émotions et aux contradictions que les mots ne peuvent pas toujours exprimer.

Mon histoire est pourtant aussi celle d'une **rupture**. Au Sri Lanka, la famille est sacrée, tout comme la tradition. Nombre de familles restent attachées à des **attentes rigides liées à la caste, à la religion et au statut social**. Dans ce contexte, l'amour n'est pas toujours libre. Lorsque j'ai rencontré l'homme qui allait devenir mon mari, je savais que nous devrions nous battre pour notre droit d'être ensemble. Sa famille appartenait à une communauté qui pensait que notre union serait une source de honte, simplement parce que je n'étais pas de leur caste. À leurs yeux, je n'étais pas « convenable », non pas à cause de qui j'étais, mais à cause de ce que je représentais : **une rupture dans un ordre social ancestral**.

Malgré tout, nous nous sommes choisis. Nous avons choisi **l'amour plutôt que la peur**. Nous avons tout quitté et recommencé à zéro – d'abord en exil, puis en refuge. Aujourd'hui, nous vivons en Italie avec nos deux enfants. Ils sont joyeux, curieux et libres. Je les élève selon les valeurs auxquelles je crois : la dignité, le dialogue et la justice. **L'Italie nous a offert la sécurité et la possibilité de commencer une vie sans nous cacher**.

Je suis aujourd'hui en paix avec ma famille. Après des années de silence et de souffrance, nous avons réussi à renouer les liens. Ils viendront peut-être même nous rendre visite prochainement pour **rencontrer leurs petits-enfants pour la première fois**. Mais je ne peux pas en dire autant de la famille de mon mari. Ils ignorent toujours que nous avons des enfants. Nous avons gardé le secret par nécessité, non par honte, mais par peur d'un nouveau rejet, ou pire.

Dans certaines parties de la société sri-lankaise, **l'honneur familial prime sur le libre choix** individuel. Se marier en dehors de sa caste est perçu comme **une transgression susceptible d'entacher plusieurs générations**. Pour mes beaux-parents, l'idée que leur fils ait épousé une femme d'une autre origine, d'un autre milieu – et fondé une famille avec elle – est non seulement inacceptable, mais inconcevable. Tant que ce silence persistera, je ne pourrai pas rentrer chez moi. Mon pays demeure un lieu de **beauté et de douleur, de souvenirs et d'exil**.



Funded by
the European Union

Numéro de projet :
101196470

Portugal

Maria, 64

Née à **Cascais**, retraitée et divorcée, avec deux filles adultes, Maria a vécu à Alcabideche jusqu'à l'âge de 16 ans, puis elle est venue s'installer à São Domingos de Rana. Très jeune, on lui a diagnostiqué une **paralysie infantile**, une maladie qui a marqué ses premières années : « J'ai commencé à marcher très tard, à peine après 7 ans. » Elle se souvient que ses parents étaient très attentifs, car « ils m'emmenaient chez tous les médecins ». Elle se sentait aussi privilégiée car « je n'ai jamais manqué de rien, je ne manquais de rien et j'ai pu aller à l'école jusqu'en septième année ».

Cependant, Maria a vécu une **enfance malheureuse**, qui a eu des conséquences pour le reste de sa vie : « Mon père avait de nombreuses liaisons et, lorsqu'il rentrait à la maison, il battait violemment ma mère. » Dans ce contexte familial, elle a cherché des moyens de faire face à ce sentiment d'impunité, car **sous le régime autoritaire, on n'attendait pas des victimes qu'elles mettent fin aux violences conjugales**. Par exemple, elle fuyait et cherchait de l'aide auprès des femmes de sa famille et d'autres personnes, y compris celle qui allait devenir sa belle-mère, « mais elle aussi, la pauvre, souffrait des violences de son mari ».

Au fil des années, les **sentiments négatifs** qu'elle éprouvait face à la situation familiale et à la manière dont les femmes étaient traitées ont **pris une dimension de plus en plus personnelle**. Dès l'adolescence, son attitude changea, influençant directement sa vie : « Vers l'âge de 12 ou 13 ans, j'ai commencé à me rebeller contre mon père. Je me souviens d'un jour où il battait ma mère et je me suis interposée, lui disant d'arrêter. Il m'a giflée et j'ai perdu connaissance. À mon réveil, je me souviens avoir mangé un bol de soupe et être retournée à l'école. »

Cette **force de caractère et cette résilience ont guidé toutes ses décisions** au fil des années. Malgré un mariage heureux (de près de trente ans) avec un homme qui était « un excellent mari », à cause de l'alcool, elle a décidé de mettre fin à son mariage. « Même s'il ne m'a jamais touchée, j'ai décidé que ce n'était pas une vie qui valait la peine d'être vécue pour mes filles ».



En partageant son histoire, Maria espère **aider les jeunes à faire de meilleurs choix pour eux-mêmes et leurs familles**. « J'ai décidé de vivre ma vie, mais ce sont des souvenirs qui me hantent, et chaque fois que je regarde les informations à la télévision, je suis très bouleversée. » Saisissant l'opportunité de transformer cette expérience en une force positive, elle démontre, à travers son témoignage, qu'il est possible de surmonter les difficultés. Elle ajoute : « C'est important pour nos enfants, et nos petits-enfants aussi, de comprendre cela, afin qu'ils réalisent que l'avenir leur appartient » et qu'ils s'engagent à respecter les valeurs qui leur sont transmises. « Avant le 25 avril, c'était différent. **Aujourd'hui, hommes et femmes travaillent. Je pense qu'ils devraient rentrer chez eux et s'entraider.** »

Maria est une **voix active** au sein de sa famille et de sa communauté, trouvant son épanouissement dans la transmission de **messages positifs** face aux difficultés : « Si une relation ne fonctionne pas, chacun suit son propre chemin et la violence n'a pas sa place. Je pense que la vie ne se résume pas à cela, et c'est le message que nous essayons de transmettre, tout en poursuivant notre chemin. »

Le témoignage se termine sur une note d'espoir concernant la place des femmes dans la société et dans le monde, aujourd'hui et demain : « Avant le 25 avril, c'était différent, mais depuis, la situation s'est améliorée pour nous, les femmes. C'est encore difficile, mais je crois qu'à partir de maintenant, les mentalités évolueront peu à peu, en prenant conscience que nous sommes toutes des êtres humains, que **les femmes ne sont pas des objets et qu'elles doivent avoir des droits.** »

Par ailleurs, sur un plan personnel, partager et développer ces expériences confirme la **pertinence de son parcours courageux**, en phase avec une époque où « la liberté d'expression est plus grande ». Cela reste important car « c'est encore difficile, le sexisme est toujours très présent et beaucoup de gens pensent encore comme il y a des années, je ne comprends pas pourquoi ». De ce fait, elle croit en la contribution qu'elle apporte aux jeunes générations, en les invitant à **réfléchir sur « la vie d'hier et la vie d'aujourd'hui »**.





Funded by
the European Union

Numéro de projet :
101196470

Anonyme, 70 ans

Née en **Alentejo**, elle vit à **São Domingos de Rana** depuis son adolescence. Mariée et mère de deux enfants, elle est aujourd'hui retraitée. Elle a commencé à travailler à l'âge de 15 ans comme **ouvrière dans une usine de gants pour une entreprise allemande**. Elle décrit cette expérience comme très positive, même si elle a pris fin après deux bonnes années, car l'entreprise a déménagé et, comme c'était plus loin, sa mère ne voulait pas qu'elle aille aussi loin.

Comme « **à cette époque, il était très facile de trouver du travail** », elle a trouvé une alternative dans « une entreprise de matériel électrique beaucoup plus importante » et plus proche de chez elle. Cette seconde expérience professionnelle lui a révélé une réalité bien différente, car « **les conditions de travail n'étaient pas bonnes** ».

Ses exemples concrets visent à révéler une réalité méconnue de nombreuses jeunes générations. Il est essentiel que les jeunes sachent que de telles choses étaient bien réelles : « Dans la zone de production, **il faisait très froid, il n'y avait pas de chauffage**. Assis sur un banc, et non sur une chaise, nous avons fini par avoir mal au dos. Pour aller aux toilettes, il y avait une plaque métallique accrochée au mur et nous ne pouvions y aller que lorsque la plaque disponible. Comme cette zone comptait environ 400 personnes, c'était horrible. Nous ne pouvions pas manger, nous n'avions pas de pause pour le petit-déjeuner et les gens n'avaient pas le droit de parler en travaillant. »

C'était une situation courante, reflétant les rapports de pouvoir dans un pays sous le contrôle d'un **régime autoritaire**, et c'est dans **l'union du groupe que les gens ont trouvé la force et la résilience de persévérer** : « Nous étions joyeux, nous faisons notre travail, mais nous savions que ces choses étaient... » mauvaises.

L'impossibilité de changer cette situation n'a fait que souligner la valeur des réalités plus positives, alimentant le désir de changement. « Comme j'avais travaillé auparavant dans une autre usine, qui était allemande, j'ai constaté une grande différence » et il m'était impossible d'oublier cette expérience passée marqué par « **une autre mentalité, une autre liberté, une autre politique** ».



Il s'avère qu'après le 25 avril, tout a basculé. **Un changement positif** qu'il faut saluer, même par ceux qui n'ont pas vécu cette transition. Des exemples concrets de cette transformation sont également rapportés en détail, car l'objectif est de sensibiliser à cette nouvelle réalité et de montrer comment de petits progrès, comme **la liberté de parler**, de manger, de faire une pause, de se chauffer..., ont radicalement changé la vie : « Il n'y avait plus de plaque de métal au mur et on avait du papier toilette. C'était formidable. »

Même si la transition démocratique ne s'est pas déroulée comme prévu, ce témoignage révèle le désir et la volonté des nouvelles générations de « **valoriser la liberté et les valeurs qui leur ont été transmises** ». Raconter son histoire est un acte de fierté, un hommage au chemin parcouru, mais aussi un acte de contribution sociale, afin que ce qui « **fut terriblement difficile ne soit ni oublié ni répété**. N'oublions pas qu'avant le 25 avril, la souffrance était immense, à tous les égards ». C'est pourquoi il faut se concentrer sur ce qui est devenu possible une fois **la liberté acquise** : « **nous pouvions chanter, parler...** les gens travaillaient avec plus d'enthousiasme et nos conditions de vie se sont améliorées ».



Funded by
the European Union

Numéro de projet :
101196470

Manuel, 74

Né en **Alentejo**, Manuel est marié et, bien que retraité, il mène une vie très active, s'impliquant dans la vie locale. Il se souvient que **les difficultés de son enfance** l'ont poussé à quitter sa région natale en quête d'un avenir meilleur. Ce fut le cas pour de nombreuses autres familles, car il était courant de fuir vers la ville, la campagne étant marquée par **un fort taux d'illettrisme**. Beaucoup d'enfants marchaient pieds nus et étaient mal vêtus. Une fois adultes ou après avoir terminé leur quatrième année d'école primaire, le maximum pour les plus pauvres, ils commençaient à travailler sans relâche toute l'année. Le salaire d'un enfant à temps plein était d'environ **0,75 € par mois, nourriture et logement compris**.

Son récit montre comment **la classe sociale façonnait les opportunités**, car « les plus riches, les plus puissants, avaient le pouvoir de persuader les enseignants d'exempter de l'école ceux qu'ils choisissaient pour leurs services », que ce soit pour « aider aux tâches ménagères, s'occuper des jeunes frères et sœurs, travailler dans les champs, nourrir les animaux ou faire des courses ».

Son témoignage révèle également les conditions de vie de la population, précisant qu'elle était « **toujours très prudente dans ses propos, de peur d'être entendue par des informateurs travaillant pour la police d'État, la PIDE**, ce qui entraînait de nombreux problèmes et arrestations ». Parmi les règles en vigueur : « **il était interdit de jouer aux cartes ou à d'autres jeux non autorisés par les autorités**. Ceux qui fumaient devaient **demandeur une autorisation** pour avoir un briquet. »

L'absence de liberté était renforcée par le manque d'accès à une information fiable, une notion que Manuel estime essentielle à comprendre pour les jeunes d'aujourd'hui, à l'heure où la désinformation règne. « Il y avait peu d'informations, peu de gens possédaient une radio. Et à la radio, l'information n'était pas authentique : elle devait passer par la **censure du PIDE**, où elle était coupée ou manipulée pour servir les intérêts de l'État. »

Il y avait aussi « **le plus grand drame pour les jeunes de l'époque** » : **le départ pour le front**. « Quand quelqu'un revenait en bonne santé, c'était la joie, même si la tristesse régnait parmi ceux qui devaient encore affronter la guerre, sans savoir de quoi l'avenir serait fait. **J'ai eu de la chance que la révolution éclate**. Je savais que nous allions être attaqués la veille de la révolution. **C'est grâce au 25 avril que j'ai survécu**. »



La résilience, la force et l'ambition d'une vie meilleure ont guidé toutes les décisions de Manuel, quelles que soient les circonstances. « En Afrique, j'étais très proche de tout le monde, et c'est ainsi que j'ai su que nous allions être attaqués. Heureusement, tout a changé. Au fil des années, avec la fin de la guerre outre-mer, tout a changé. **La liberté est arrivée, apportant de grands progrès et nous rapprochant de l'Europe**, dont nous étions séparés depuis des décennies. Et j'ai pu vivre de nombreux moments heureux, comme rencontrer ma femme, me marier et fonder une famille. »

Aujourd'hui, Manuel s'intéresse à la transmission de la mémoire « car il existe un **fossé générationnel** où ces histoires ne sont plus racontées et des **valeurs se sont perdues**. Nous devons continuer à transmettre ce qui s'est passé. Les jeunes ont besoin de le savoir ».



Funded by
the European Union

Numéro de projet :
101196470

Roumanie

Anonyme, 70 ans

Ayant fêté ses 70 ans en mai 2025, cette participante estime avoir en mémoire « **mille et une anecdotes sur décembre 1989 et ses conséquences** ». Sa principale motivation pour participer était le désir de transmettre son expérience à ses proches et aux générations futures. Pour elle, la transition du communisme à la démocratie a été un processus marqué par « **beaucoup d'anxiété, mais, au final, par de nombreuses avancées** ». Sur le plan professionnel, le changement de régime lui a permis de passer du métier d'**ingénieure en usine à celui de professeure titulaire d'ingénierie, un poste qu'elle convoitait depuis longtemps**.

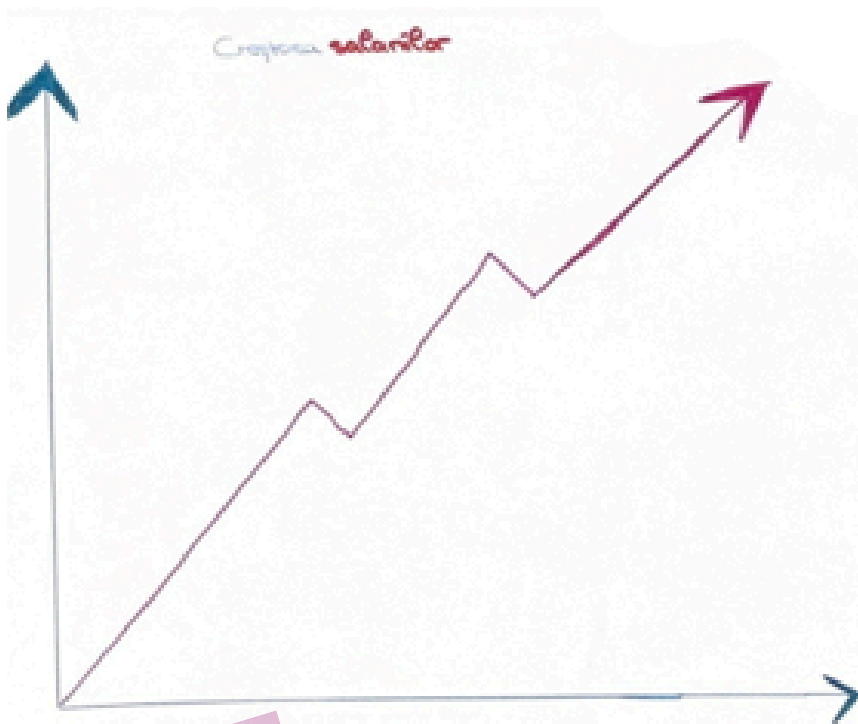
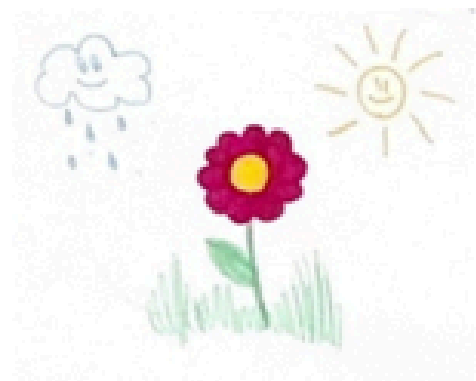
La révolution de 1989 a eu un **impact complexe sur sa famille**. Son père, vétéran des fronts de l'Est et de l'Ouest, s'était vu refuser toute promotion sous le régime communiste ; après la transition, il obtint enfin le grade d'officier et la pension qui lui était due. À l'inverse, sa mère, profondément attachée aux convictions communistes, fut bouleversée par l'exécution de Ceaușescu, et, les larmes aux yeux, elle avertit qu'**un peuple qui a tué son chef souffrira longtemps** ». Elle conclut sa réflexion par un regard tourné vers l'avenir : « **Allez, Roumanie ! Nouveaux horizons, nouvelles guerres !** »

Anonyme, 77 ans

Aujourd'hui âgée de 77 ans, cette participante s'est jointe à l'atelier par curiosité, attirée par ce qu'elle considérait comme une expérience unique. Elle décrit son vécu personnelle de la transition comme « **naturelle** », soulignant qu'elle avait longtemps **souhaité un tel changement**. Cependant, ses espoirs d'un processus démocratique pacifique ont été anéantis par la « **brutalité et l'agressivité** » dont elle a été témoin en 1990 lors des Minériades. Elle se souvient avoir pleuré en voyant des gens se faire battre dans la rue comme s'ils vivaient à l'**âge de pierre** », une réalité à laquelle elle ne s'attendait plus après la chute du régime précédent.

Elle estime qu'il est essentiel de partager ces récits car, comme le soulignent les chercheurs, « **si l'on n'y prend pas garde, l'histoire se répète** ». Son message aux **jeunes générations** est qu'elles doivent **lire et s'informer** abondamment pour comprendre le passé et faire en sorte que personne n'ait jamais à subir les épreuves endurées par sa génération.





Anonyme, 64 ans

À 64 ans, cette participante était motivée pour assister à l'atelier afin de **découvrir les points de vue et les expériences d'autres personnes concernant la transition**, dont beaucoup lui étaient jusqu'alors inconnus. Elle décrit cette transition comme une « **expérience aussi difficile que réelle** » et qualifie ses souvenirs de la révolution de 1989 de « **très vifs** ». Elle a ressenti une profonde résonance avec les récits de ses pairs, notamment concernant **les épreuves et les difficultés rencontrées par les familles roumaines durant ces années tumultueuses**.

Son objectif est que les jeunes d'aujourd'hui comprennent « **la vérité vécue par les générations plus âgées** ». Elle plaide pour une **socialisation intergénérationnelle accrue**, encourageant les jeunes à profiter de la liberté actuelle de poser des questions et d'écouter leurs aînés – **un dialogue qu'elle estime avoir été beaucoup plus difficile à initier durant sa propre jeunesse**.



Funded by
the European Union

Numéro de projet :
101196470

Espagne

Michael, 79

Mikel partage son expérience de la Transition espagnole, une période qu'il décrit comme « **débordante d'enthousiasme** » et, en même temps, « **débordante de travail** », en référence à l'ampleur des efforts déployés. Sa vie fut marquée par la **clandestinité dès l'âge de dix-huit ou dix-neuf ans**, lorsqu'il adhéra au syndicat ELA. Cette immersion dans la clandestinité le marqua profondément, l'obligeant à vivre sous une fausse identité et à passer inaperçu. Son objectif n'était pas l'ascension sociale individuelle, mais une « **émancipation collective, en tant que peuple et en tant que classe** », par le biais du travail syndical.

Il est important de se souvenir que, sous la dictature franquiste, le mouvement ouvrier, les syndicats et leurs activités **étaient réprimés** avec une extrême brutalité par le régime. Avant la Transition, Mikel situe son expérience au cœur du « **franquisme pur et dur** », un régime caractérisé par un « **parti unique, un syndicat unique (...) et un pacte avec l'Église, un catholicisme national** ». Il décrit l'oppression de ce système : « **Ils nous contrôlaient 24 heures sur 24**, nous inculquant la peur de l'éternité, de l'enfer, du feu éternel sans fin ».

Ce contrôle s'étendait à la vie religieuse, notamment à **l'obligation annuelle de communier, avec la tenue de registres des noms et adresses**. Mikel explique : « Les prêtres vérifiaient qui ne communiait pas ; les jeunes devaient le savoir, c'est dire à quel point le contrôle était omniprésent. » Le manque de libertés était flagrant, par exemple à travers la censure, qu'ils contournaient en franchissant la frontière française : « Si nous voulions lire des livres corrects, nous allions à Iparralde (territoire basque français) pour les acheter ; en d'autres termes, **Iparralde, l'Europe, était pour nous une échappatoire.** »

Malgré la répression, Mikel décrit les années 1960 comme une **décennie prodigieuse**, marquée par l'épanouissement des arts, du théâtre, de la chanson basque et de la littérature. C'était une époque « où l'on grandissait, où l'on débattait, où l'on pensait tout savoir ». Pourtant, sous le régime franquiste, **les persécutions, les arrestations, les interrogatoires et les mauvais traitements infligés par les forces de police étaient également monnaie courante.**



Mikel se souvient d'un épisode de sa détention : alors qu'on l'emmenait pour les interrogatoires, un groupe de femmes emprisonnées pour prostitution étaient enfermées derrière une grille dans le couloir : « **leurs visages exprimaient... de l'aide, du soutien.** » Se souvenant de ces femmes, Mikel dit : « Je ne sais pas si elles sont encore en vie, mais je leur souhaite le meilleur pour les encouragements qu'elles nous ont apportés après les interrogatoires, malgré les tortures que nous subissions. »

La Transition, cependant, a aussi connu ses moments **de lumière et d'ombre**. Mikel regrette que l'Espagne ne soit pas redevenue une république, que la monarchie se soit maintenue et que l'influence de l'Église n'ait pas été totalement abolie. Malgré ces déceptions, lui et ses collègues se sont consacrés à la consolidation de la démocratie. Il conclut : « **Il nous reste la satisfaction d'avoir tout donné pour ce projet, et ce projet, eh bien, a été mené à bien.** » Ces expériences, avec leurs difficultés et leurs moments d'humanité, font partie intégrante du souvenir d'une Transition vécue de près.



Rosario, 96

Rosario est née à **Hernani** (Pays basque) en 1929, six ans avant le début de la guerre civile espagnole. Comme beaucoup d'enfants de son époque, **elle fut exilée en France**. Malgré son jeune âge, elle se souvient du voyage qui commença au port de Santurtzi « **de nuit, car nous étions bombardés** », ajoutant : « **C'est dur d'être arrachée aux bras de sa mère pour partir.** » Pendant son exil, elle vécut chez un couple de Français qui l'accueillirent pendant deux ans. Elle garde un souvenir très affectueux de ces personnes : « **Je l'appelle toujours "mami", mais Madeleine. C'était ma mère française.** »

Après cette période, elle est retournée dans un pays ravagé par **les difficultés de l'après-guerre**, qu'elle décrit avec des sentiments partagés : « C'était dur, même si j'étais de retour auprès de mes parents. C'était dur parce que là-bas, j'avais une vie merveilleuse, et ici, tout était différent... c'était l'après-guerre, **la guerre, le chaos, la faim, tout. C'était vraiment très dur.** » Pendant cette période, elle a perdu ses deux parents en l'espace de huit mois. À propos de la mort de son père, elle raconte : « **Mon père a été emprisonné et il y est resté jusqu'à ce qu'on l'emmène mourir.** » Malgré cela, elle insiste : « **Je ne ressens aucune rancune, vraiment. Je suis en paix.** »

Dès lors, Rosario a vécu chez différents membres de sa famille avant de s'installer chez sa sœur et son beau-frère, militaire. « Je ne manquais de rien, mais c'était comme vivre dans une caserne », confie-t-elle, évoquant la **discipline stricte qui régnait à la maison**. La sphère privée occupe une place importante dans son témoignage, notamment lorsqu'elle se remémore les années de la Transition, période durant laquelle la société dans son ensemble gagnait en libertés et en droits.

Son témoignage nous aide à comprendre la vie des femmes durant cette période. Elle explique que, sous la dictature, « **nous, les femmes, vivions dans une oppression terrible** car, écoutez, on ne pouvait ni voyager à l'étranger, ni rien faire, ni retirer d'argent, ni avoir de compte bancaire – rien **sans l'accord de son mari. C'est tout simplement inadmissible.** » Contrairement à ce que certains récits laissent entendre, après la chute de la dictature, elle constate que, dans la sphère privée et familiale, **les changements pour les femmes en général**, et pour elle en particulier, **n'ont pas été si radicaux** : « À la maison, les choses n'ont pas beaucoup changé non plus ; les lois étaient les lois, mais le quotidien (...) est resté le même, rien n'avait changé. » De même, elle souligne la discrimination dont elle a été victime pour avoir travaillé toute sa vie sans être rémunérée ou de façon irrégulière : « **Après avoir travaillé comme une forcenée toute ma vie**, à la maison, à l'atelier (...), **je me suis retrouvée sans pension.** »



Interrogée sur le conflit basque, elle répond sans hésiter : « **Le conflit avec l'ETA était horrible**. Après avoir vécu une guerre comme la mienne, **c'était traumatisant**. » Elle se souvient d'un épisode avec son petit-fils : « Le garçon était venu ici, à sept ans, pour se remettre d'une hépatite afin de ne pas contaminer ses sœurs. (...) Nous avons baissé les stores car, à l'étage, une femme, à chaque passage de la police, les insultait depuis sa fenêtre. Et les balles (tirées par la police) atteignaient notre fenêtre. Cet enfant était terrifié ; nous étions tous terrifiés. » **Le quartier** où vit Rosario, elle le décrit comme **très conflictuel**, « tellement de problèmes — on ne pouvait parler à personne, on ne pouvait rien dire. Un silence, un silence absolu. »

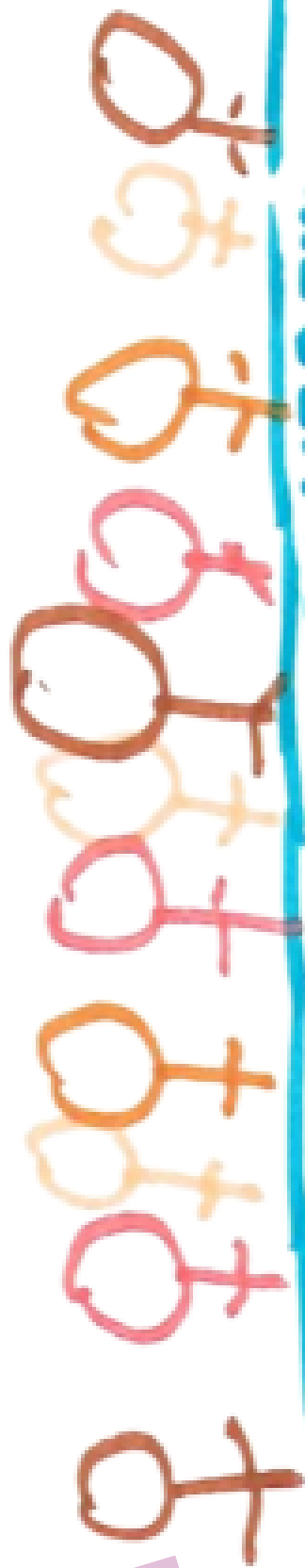
Concernant l'une des questions qui restent d'actualité dans les sociétés basque et espagnole – la reconnaissance des victimes de violences avant, pendant et après la Transition – elle déclare : « **Je pense que tout le monde devrait être reconnu** (...). Toutes les victimes, quel que soit leur camp, sont toutes des victimes. »

Pensant aux jeunes générations, elle souhaite partager ce message : « Jeunes, **soyez généreux, soyez généreux et n'oubliez pas que vous avez des droits, mais aussi de nombreuses obligations**. » Elle souligne également la **fragilité de ces droits** : « Si une guerre ou un conflit éclate, tout s'écroule. »

Le témoignage de Rosario est marqué par sa **résilience** face à l'adversité, tant historique que personnelle. Son histoire met en lumière **sa quête constante de liberté et d'indépendance**, ainsi que ses réflexions sur les transformations sociales et politiques de l'Espagne au cours du XXe siècle. Un tournant décisif dans cette quête survint lorsque sa belle-sœur, propriétaire d'un bateau, l'encouragea à obtenir son permis de navigation afin de pouvoir prendre la mer. Auparavant, son mari avait refusé de financer ses leçons de conduite, mais cette fois, grâce au soutien de sa belle-sœur, elle réalisa son rêve : « **Vous ne pouvez pas imaginer à quel point c'était difficile pour moi d'obtenir mon brevet de capitaine. Cela a tout changé dans mon mariage**. Tout a basculé. Me défendre, faire ce que je voulais... c'était terrible, mais je l'ai fait. Capitaine de yacht, les plus belles années de ma vie ! »

Aujourd'hui, Rosario, que ses petits-enfants appellent « Tita », vit toujours dans le même quartier depuis des décennies et décrit ainsi son quotidien : « **Je vis seule avec mon chat, je suis heureuse, je fais ce que je veux et pas grand-chose d'autre** : me promener, aller à des concerts... c'est tout ce que je fais. (...) **La liberté est la plus belle chose qui soit, sans aucun doute, la plus belle**. »





ANYTHING MORE POWERFUL

THAN HATE IS LOVE ♡

FREEDOM FOR EVERYONE



Funded by the European Union

Numéro de projet : 101196470

Carlos, 61

Carlos, **né sous la dictature**, a vécu son adolescence sous un régime autoritaire, tant politique que personnel : « Je me souviens plus que de la situation politique, **de l'expérience personnelle de vivre sous l'autoritarisme**, de l'imposition de ceux qui étaient au-dessus de moi, non seulement en politique, mais dans tous les aspects de la vie. » Cette première expérience de « **tant d'impositions** » et d'« autoritarisme » a déclenché une rébellion qui **l'a conduit aux idées anarchistes à l'âge de 15 ans**, en quête d'autonomie et de rejet de l'autorité. Comme il le raconte : « À 15 ans, j'allais à des manifestations anarchistes. **Ni Dieu, ni État, ni patron**, disais-je. »

Cependant, son parcours prit un tournant radical lorsqu'après avoir commencé à percevoir un **sentiment d'oppression nationale** autour de lui, il s'installa avec sa famille au **Salvador**. Là-bas, la **réalité de la guerre** et l'absence d'anarchistes le **poussèrent à s'immerger totalement dans le marxisme-léninisme et le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN)**. L'assassinat de l'archevêque Óscar Romero par l'armée fut un moment décisif : « C'est là que j'ai vraiment commencé à m'indigner. » Au Salvador, **Carlos devint très conscient des enjeux politiques** dans un contexte de **dictature militaire et de répression constante**.

Après avoir **été détenu et avoir purgé une peine de prison**, il est retourné en Euskadi au Pays basque dans les années 1980, un retour qui l'a profondément marqué. Issu d'un milieu marqué par l'extrême pauvreté et la violence, il a été surpris de découvrir un Pays basque où les gens « vivaient bien », mais où **le niveau de violence était si élevé** qu'il en a été très **désorienté**.

Il estimait également que son expérience au Salvador lui conférait une certaine **légitimité pour s'exprimer de manière critique sur les actions violentes** menées par différents groupes. Cela le frustrait, car il regrettait que d'autres partageant ses idées ne puissent s'exprimer sans crainte : « Allons, que se passe-t-il ? Je peux le dire, mais d'autres qui pensent comme moi ne le peuvent pas ? »

Enfin, Carlos s'étonne de la **lenteur du processus de réconciliation au Pays basque** après la fin des violences, de la persistance des **tabous et de l'absence de véritables rencontres entre victimes et auteurs de ces violences**. Il trouve frappant que, treize ans plus tard, certaines personnes et certains groupes peinent encore à aborder ces questions et que **la société ne se soit pas engagée dans une autocritique** plus approfondie. Selon lui, ce manque de réflexion pourrait provenir de la peur ou de la douleur d'admettre que, peut-être, cela n'en valait pas la peine.

Dans l'un de ses récents projets sur le rôle des journalistes et des médias pendant la Transition et dans le contexte des violences à motivation politique, il souligne qu'« **il y a encore des gens qui ne veulent pas parler, des gens qui n'osent toujours pas prendre la parole** ».





BAKEA
PEACE



ASKATASUNA
ZORIONTASUNA



VOTE FOR ALL



Funded by
the European Union

Numéro de projet :
101196470

CONCLUSION



Funded by
the European Union

Numéro de projet : 101196470

Les témoignages réunis dans le livret intergénérationnel « Ties of Freedom » offrent un éclairage précieux sur les expériences vécues qui ont façonné les transformations démocratiques dans différentes régions d'Europe. Si chaque récit reflète un contexte national spécifique et un parcours personnel unique, ils révèlent ensemble des thèmes communs qui transcendent les frontières : la lutte pour la liberté, la quête de dignité et l'effort pour bâtir des sociétés fondées sur les droits, la participation et le respect.

Dans le cadre des ateliers de récits organisés par le projet Ties of Freedom, des personnes ayant vécu sous des régimes autoritaires, des violences politiques, des migrations ou de profonds bouleversements sociaux ont été invitées à partager leurs souvenirs et leurs réflexions. Ces rencontres ont créé un espace où les expériences personnelles ont pu être reconnues et préservées, permettant aux participants d'exprimer comment les événements historiques ont marqué leur quotidien, leurs familles et leurs communautés. En recueillant ces témoignages, le projet contribue à sauvegarder des mémoires qui, autrement, risqueraient de s'effacer avec le temps.

Les récits présentés dans ce livret démontrent que l'histoire ne se résume pas aux grandes décisions politiques ou aux réformes institutionnelles. Elle est aussi façonnée par les expériences du quotidien : la peur de s'exprimer librement, le silence imposé par la répression, le courage de résister à l'injustice, ou encore les choix difficiles liés à l'exil en quête de sécurité ou d'opportunités. Ces perspectives individuelles nous rappellent que la transition démocratique n'a pas été un processus simple ni uniforme. Dans bien des cas, elle a été marquée par l'incertitude, les contradictions et des conséquences durables qui continuent d'influencer les sociétés d'aujourd'hui.

Partager ces souvenirs n'a pas toujours été facile. Pour certains participants, revisiter le passé signifiait se remémorer des expériences douloureuses liées à la répression, aux conflits, à l'exil ou à la discrimination. Si beaucoup ressentaient une forte motivation à transmettre leur histoire et à laisser un message pour l'avenir, d'autres éprouvaient des difficultés à parler ouvertement d'événements qui restent encore lourds de sens. Ces réactions soulignent la nature profondément personnelle de la mémoire et l'importance d'aborder ces récits avec respect, empathie et bienveillance.

Malgré la diversité des expériences relatées dans les témoignages, plusieurs préoccupations communes se dégagent. De nombreux participants ont souligné la fragilité des libertés démocratiques et leur vulnérabilité face à la montée de la peur, de l'intolérance ou des idées autoritaires. Leurs récits nous rappellent que des droits tels que la liberté d'expression, la participation politique et l'égalité sociale n'ont pas été acquis d'office, mais conquis au terme de longues luttes et d'efforts collectifs.



Les témoignages révèlent également comment les conséquences de l'autoritarisme, de la violence ou de l'exil persistent souvent longtemps après la fin officielle des transitions politiques. Le silence, la méfiance et les souvenirs douloureux peuvent demeurer présents au sein des familles et des communautés pendant des décennies. En ce sens, se souvenir du passé et en parler constitue une étape essentielle pour comprendre comment les sociétés évoluent et comment elles peuvent aller de l'avant.

Parallèlement, de nombreux témoignages font état de résilience. Les participants décrivent des actes de solidarité, de courage et de détermination qui leur ont permis, ainsi qu'à leurs communautés, de surmonter des épreuves difficiles. Ces expériences montrent que les valeurs démocratiques se perpétuent non seulement par le biais des institutions et des lois, mais aussi par des actions quotidiennes qui favorisent le respect, le dialogue et l'entraide.

Si les séances de partage de témoignages ont permis de réunir des personnes désireuses de raconter leur histoire, l'objectif de ce livret va plus loin. En compilant ces témoignages, le projet vise à instaurer un dialogue avec les jeunes générations qui n'ont pas vécu directement ces moments historiques. Pour nombreux jeunes lecteurs et lectrices, les réalités décrites dans ces pages peuvent paraître lointaines, voire difficiles à imaginer. Pourtant, comprendre ces expériences est essentiel pour saisir la valeur des droits et libertés démocratiques dont nous jouissons aujourd'hui.

En ce sens, le livret intergénérationnel « Ties of Freedom » constitue un outil pédagogique permettant aux jeunes de se familiariser avec le passé à travers les témoignages de ceux qui l'ont vécu. Ces témoignages invitent à réfléchir sur la construction de la démocratie, ses fragilités et la nécessité d'une vigilance et d'une participation constantes. Parallèlement, ils contribuent à un effort plus vaste de documentation et de transmission des mémoires des transformations démocratiques en Europe, alimentant les débats sur la mémoire historique, la participation citoyenne et les institutions démocratiques. Les récits rassemblés ici invitent les lecteurs non seulement à se souvenir, mais aussi à questionner, à débattre et à analyser de manière critique les défis auxquels les sociétés démocratiques continuent d'être confrontées.



Bibliographie

Amnesty International France. (2024, January 25). Loi "asile et immigration": le recul historique de la France. Amnesty International France. Retrieved from: <https://www.amnesty.fr/actualites/projet-de-loi-asile-et-immigration-2023-dangereux/>

· Bosworth, R. J. B. (2006). *L'Italie de Mussolini : la vie sous la dictature fasciste, 1915-1945*. Penguin Books.

· Députation Forale de Gipuzkoa. (2022). Rapport Bizikidetzta Lantzen : Systématisation de dix années d'expériences. Extrait de : <https://multimedia.gipuzkoa.eus/media/event/61827384/Bizikidetzta%20Lantzen%20GAZT.pdf>

Duggan, C. (2007). *La Force du Destin : Une Histoire de l'Italie Depuis 1796*. Allen Lane.

Encyclopædia Britannica. (s. d.). *La Seconde Guerre mondiale : l'Atlantique et la Méditerranée, 1940-1941*. Consulté sur : <https://www.britannica.com/event/World-War-II/The-Atlantic-and-the-Mediterranean-1940-41>

Conseil européen pour les réfugiés et les exilés. (s. d.). *France – Aperçu des principaux changements depuis le précédent rapport (Base de données sur l'asile)*. Consulté sur : <https://asylumineurope.org/reports/country/france/overview-main-changes-previous-report-update/>

· Garmendia Larrañaga, JA (2013). *Histoire de l'ETA*. Haranburu.

Ginsborg, P. (1990). *Une histoire de l'Italie contemporaine : société et politique, 1943-1988*. Palgrave Macmillan.

Groupe de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen. « La révolution roumaine de 1989 a marqué un tournant dans l'histoire européenne, selon les S&D. » Socialistes et Démocrates. Consulté sur : <https://www.socialistsanddemocrats.eu/newsroom/1989-romanian-revolution-was-turning-point-european-history-say-sds>.

Hall, Richard Andrew. (2000). *Théories de l'action collective et de la révolution : le cas de la transition roumaine de décembre 1989*. *Europe-Asia Studies* 52, no. 6 : 1069-1093.

Histoire de l'immigration. (s. d.). Asile et accueil: une histoire française? Musée national de l'histoire de l'immigration. Retrieved from: <https://www.histoire-immigration.fr/agenda/2015-09/asile-et-accueil-une-histoire-francaise>

Luzzatto, S. (2005). *Le corps du Duce : le cadavre de Mussolini et le destin de l'Italie*. Metropolitan Books.

Morgan, P. (2007). *La chute de Mussolini : l'Italie, les Italiens et la Seconde Guerre mondiale*. Oxford University Press.

Passerini, L. (1992). *Le fascisme dans la mémoire populaire : l'expérience culturelle de la classe ouvrière de Turin*. Cambridge University Press.

Pavone, C. (1991). *Une guerre civile : une histoire de la résistance italienne*. Verso Books.

Salas, D. (2008). Introduction. *La transition démocratique française après la Seconde Guerre mondiale*. *Histoire de la justice*, 18(1), 7-23. Retrieved from: <https://doi.org/10.3917/rhj.018.0007>

Salvemini, G. (1958). *Sous la hache du fascisme*. Greenwood Press.

Sarti, R. (2004). *Italie : Guide de référence de la Renaissance à nos jours*. Facts on File.

Siani-Davies, P. (2005). *La révolution roumaine de décembre 1989*. Ithaca, NY : Cornell University Press.

Tusell, J. (2007). *La transition espagnole : histoire d'un processus démocratique (1975-1982)*. Taurus.

Ventresca, R. (2004). *Du fascisme à la démocratie : culture et politique dans l'élection italienne de 1948*. Presses de l'Université de Toronto.

Vie-publique. (s. d.). *Régime de Vichy et Résistance (1940-1944)*. Retrieved from: <https://www.vie-publique.fr/fiches/268978-regime-de-vichy-et-resistance-1940-1944>

Whitfield, T. (2014). *La fin de partie pour l'ETA : une paix insaisissable au Pays basque*. Oxford University Press.



Ties of Freedom



Funded by
the European Union

Numéro de projet : 101196470

Financé par l'Union européenne. Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Union européenne ni de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne sauraient en être tenues responsables.



baketik

ASOCIATIA
TRANSCENA



Afeji
Hauts-de-France